

www.lejournaldelemploi.dz LE DROIT AU TRAVAIL

Hebdomadaire de l'emploi, de la formation, de l'entreprenariat et de la mise en relation d'affaire N°07 semaine du 19 au 25 avril 2015 . Prix 20 DA

LES TIC ET L'EMPLOI



UN SECTEUR PROMETTEUR

› Lire en page 3

ACTUALITE

IDIR HOCINE
COORGANISATEUR DU SICOM



"Plus innovant à chaque édition" P.4

WASSILA CHAMEKH
CHEF DE BUREAU AU MPTIC

La certification électronique, Sécurité et confiance sur le Net P.4

NASRI HAFNAOUI
CONSULTANT EN DROIT DU TRAVAIL

Aspects juridiques du contrat de travail CDD P. 13

▸ MODE D'EMPLOI - P.11
Parcours de création d'une micro entreprise avec l'ANSEJ

▸ PETITES ANNONCES - P.P 8, 9, 10
› Demandes d'emploi › Offres d'emploi › Formation



SALIM DEGHMOUN
SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION;
Un enjeu vital pour l'entreprise
P.15

VOTRE AGENDA AVRIL - MAI

L'Algérie participe au Koweït aux travaux de la 42ème Conférence arabe du Travail



L'Algérie, représentée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El-Ghazi, participera du 18 au 25 avril en cours à la 42e session de la Conférence arabe du travail, prévue au Koweït, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. Cette session verra la participation des représentants des parties à la production (gouvernement-patronat-travailleurs) de 21 pays arabes, ainsi que le président de l'Organisation internationale du travail (OIT), Guy Rider et un nombre de personnalités arabes et internationales activant dans le domaine du développement socio-économique. La session examinera, entre autres, le rapport du directeur général de l'OAT, Ahmed Lokmane intitulé «Dialogue social : concrétisation de l'alliance pour le développement et l'emploi», axé sur «le rôle de l'OAT dans l'instauration de la culture du dialogue social aux niveaux local et régional».



Hebdomadaire d'information et d'annonces de l'emploi, de la formation, de l'entreprenariat et de la mise en relation d'affaire

Directrice de la publication:

CHAOUCHE LYNDA

www.le journaldelemploi.dz

Édité par: Eurl itech

Capital 100.000,00 DA

RC °16/00-0976533 B 08

CB BEA N°0382200137/60

Direction, Rédaction, Publicité & Abonnement

Groupe 3, Bt F. Place du 1er Mai. 16014. Alger

Tél/Fax : 021 65 14 39

E-mail : contact@lejournaldelemploi.dz

Rédactrice en chef: Zina Chitour

PAO: Hadi

Impression : SIA

Diffusion : T. Draouci



journalemploidz

AGENDA DES SALONS

AVRIL

AU PALAIS DES EXPOSITIONS PINS MARITIMES ALGER

- **DJAZAGRO 2015 - Du 20 au 23 avril 2015**
  Organisé par : COMEXPOSIUM Paris en partenariat avec la CACI et la SAFEX au Palais des Expositions Pins Maritimes
  christophe.painvin@comexposium.com
  Tél : 021 21 01 23 / 30 - Fax : 021 21 06 30
  http://www.djazagro.com/fr
- **Tijara Equip Expo - Du 22 au 25 avril 2015**
  1ere édition du Salon International des Equipements pour le Commerce
  Organisé par la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie en collaboration avec la SAFEX, La Chambre de Commerce et d'Industrie Suisse-Algérie et le World Trade Center Algeria (WTCA)
  Tél : 021 96 77 77 / Fax : 213 (0)21 96 70 70
  http://tijara.caci.dz/ - info@tijara-equipexpo.dz

SALON DE L'EMPLOI 16 et 17 mai 2015



À LA MAISON DE LA CULTURE DE BOUMERDÈS « **RACHID MIMOUNI**

ORGANISÉ PAR **"EVENT FOR YOU"**

TÉL/FAX : 024 91 48 56

MOB : 05 58 86 28 27 - 07 79 13 77 95

Email : contact@event4u-dz.com

www.event4u-dz.com



Les TIC et l'emploi

Un secteur prometteur

• Il est aujourd'hui mondialement reconnu que l'adoption des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) n'est pas une question de choix, mais qu'il s'agit d'une nécessité.

Tous les spécialistes s'accordent a souligner l'importance décisive de l'économie digitale pour la croissance économique et l'emploi. En Algerie, la mise en œuvre de la politique sectorielle des postes et des télécommunications, dès l'année 2000, a créée un environnement juridique et institutionnel favorable à l'évolution de ce secteur, a l'accès aux services de communication, notamment la téléphonie mobile, mais aussi a la création de nombreux postes d'emploi. Les pouvoirs publics sont aujourd'hui convaincus de la de la possibilité de générer un nombre important de débouchés pour la jeunesse algérienne par la seule mobilisation des moyens offerts par les TIC. Une feuille de route portant sur la mise en place des différents dispositifs et mécanismes permettant de concrétiser cela a été mise en place. C'est ainsi qu'un travail se fait, depuis quelques années déjà, en matière de modernisation des infrastructures des télécoms, condition sine pour l'accès au haut et très haut débit et synonyme de la réduction de la fracture numérique. La généralisation et l'appropriation des TIC devraient créer de nouveaux gisements pour l'emploi en Algérie.


Photo DR

Les TIC en Algérie représentent seulement 4% du PIB

Objectif: 8% du PIB

Bien que les TIC représentent 4% du PIB seulement, un objectif national a été arrete pur que cette contribution atteigne 8% du PIB et évoluer vers la création, a moyen terme, au moins de 100 000 emplois directs nouveaux et 300 000 autres indirects. Le développement des TIC, tendance qui favorise la création d'emplois, va ainsi avoir un effet d'entraînement sur la société algérienne. Avec l'avènement de la 3G, il y a une autre opportunité de création de nouveaux métiers, avec 38 millions d'abonnés de la téléphonie mobile et deux millions d'accès à l'ADSL, l'on enregistre néanmoins que 15% d'entreprises connectées et moins de 40% des PME en sont équipées. Le marché des télécommunications en Algérie enregistre en 2012 un chiffre d'affaires global de 5,5 milliards de dollars, en nette augmentation par rapport à 2010 où il était de 4,7 milliards de dollars, selon le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication. Ce chiffre englobe l'ensemble des opérateurs intervenant dans le secteur des télécommunications dans le pays, à savoir la téléphonie mobile et fixe, ainsi que les rares fournisseurs d'accès à l`Internet (FAI). Les TIC participent également aux opérations de recrutement. Des sites sont ainsi créés à travers le réseau Internet pour recueillir des demandes et des offres d'emplois. Selon un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), ayant trait au développement de la société d'information, à travers l'investissement dans les projets logiciels, l'Algérie a déboursé 4586 millions de dollars au total en 2011 dans les technologies de l'information et de la communication. De ce total, 144 millions de dollars ont été investis dans le développement logiciel tandis que les services ont reçu un investissement de 228 millions de dollars, et 372 millions de dollars sont allés alimenter les logiciels et les services d'ordinateur.

Des créneaux porteurs

Il est des domaines où l'on peut espérer que les TIC produisent de l'emploi dans notre pays. Il s'agit là de marchés émergents portant sur les domaines variés, notamment ceux de la téléphonie mobile (technique, commercial, informatique, marketing, finances, administration, clientèle), la formation, les réseaux électroniques, la gestion des informations disponibles sur le réseau et la gestion des transactions commerciales via les réseaux. Aussi, les call-centers, ces centres d'accueil téléphoniques qui gèrent les boîtes vocales des entreprises et leur permettent de disposer d'opérateurs pour traiter les réclamations et les demandes d'assistance sont considérés comme étant un grand vivier pur l'emploi. Le e-banking, ou encre les télécoms et la fibre optique sont des secteurs vus comme étant un grand levier du développement économique d'un pays. Avec le projet national d'installation de 62000 km de câble de fibre optique, l'on assistera à la création de plus de sociétés travaillant dans le secteur de la nouvelle technologie de l'information et de la communication, la présence des investisseurs étrangers et la création de milliers d'emplois.

Il est à relever, par ailleurs, que le taux de pénétration d'internet en Algérie est passé de 6,04 en 2013 à 24,85% au 31 novembre 2014, une progression qui s'explique essentiellement par le lancement de la 3G en décembre de l'année dernière. Le nombre d'abonnés à l'internet a ainsi quadruplé en une année, avoisinant les 10 millions au 30 novembre 2014, selon des chiffres de l'Autorité de régulation de la Poste et des télécommunications (ARPT). Le haut débit fixe (ADSL) compte 1.510.273 abonnés au 30 novembre 2014 contre 1.297.868 abonnés en 2013. Quant au haut débit sans fil en mode fixe (4G LTE), le nombre d'abonnés à cette nouvelle technologie, introduite en avril dernier dans le pays, a atteint les 71.402.

Lamine Mohamed

"Encourager l'excellence et l'innovation"

• La contribution du secteur des TIC au PIB national est actuellement faible et, partant, sa participation à la création d'emplois devient négligeable. Comment alors espérer rendre ce secteur un vrai pourvoyeur d'emploi en Algérie ?

Nous avons posé cette question à un responsable au Ministère de la Poste et des TIC en sa qualité d'expert ayant suivi l'évolution de ce secteur depuis plusieurs années. Pour lui, il y a d'une part la formation pour essayer de répondre aux besoins du marché de plus en plus spécifique, contraignant mais aussi demandeur, et il y a d'un autre coté, le volet économique, industriel où il faut créer cet écosystème favorable à l'investissement dans les TIC. C'est la conjugaison de l'offre et la demande qui ferait que, à un moment donné, le secteur arrivera à réaliser une plus grand part des TIC dans le PIB. Il est vrai que, pour le moment, « on est loin de ce qu'on devrait l'être, mais cela est aussi trompeur, en ce sens qu'il va falloir faire des calcules plus affinés et plus pointus, parce que l'investissement dans les TIC se fait aussi dans d'autres secteurs autre que le notre », a-t-il estimé. Il s'agit maintenant, selon lui, d'encourager, à travers un certain nombre d'initiatives, l'excellence et l'innovation technique et technologique car c'est un domaine où il y a beaucoup de compétition, où l'évolution est très rapide.

Il n'en demeure pas moins que l'Algérie a marqué un passage positif concernant l'encouragement des start-up. Ces dernières peuvent être une solution à même de développer les TIC en Algérie et, par ricochet, l'emploi dans ce domaine. Il faut rappeler à ce propos l'existence réseau de six techno-parcs, le plus connu est celui de Sidi Abdellah qui a vu naitre de très bonnes initiatives, comme l' « Algerian strat-up initiative » lancée avec des Algériens installés à la Silicon Valley. « Nous avons aujourd'hui des entreprises qui exportent leurs produits en Afrique et dans des pays arabes. Ce sont des strat-up qui ont réussi et qui font travailler une bonne vingtaine de personnes. C'est un exemple qu'il faut multiplier à travers le territoire national, car les TIC sont utilisées dans tous les domaines et sont entrées dans le quotidien de tout le monde », nous dit notre interlocuteur. Cependant, il est impératif de poursuivre beaucoup plus intensément l'encouragement de nos jeunes avec un esprit d'entreprenariat surtout. « Actuellement, nous essayons de faire cela avec les universités, puisqu'il y a un réseau d'universités et de centres de recherche, mais aussi avec d'autres départements ministériels où l'on voit beaucoup de résultats », affirme l'expert. Certes, les résultats sont là, mais sont-ils suffisant ? Pas assez, estime le même responsable. Pour lui, « nous n'avons pas développé l'esprit de partenariat, d'une part, et nous n'avons pas, d'autre part, développé un certain nombre de mécanismes qui doivent révolutionner l'économie. Celui qui doit investir dans les TIC doit trouver toutes les faciliter pour le faire », a-t-il affirmé. Et de préciser: « Ce n'est que maintenant qu'on commence à le faire, comme c'est le cas de la signature récente de conventions entre l'Ansej et certains organismes visant à la création de Start-up dans le domaine des TIC». Globalement, les actions envisagées pour promouvoir ce secteur s'articulent autour d'une stratégie de développement qui se traduit par des activités de recherche orientées vers des secteurs socio-économiques, par des changements entrepris sur les programmes pédagogiques au sein de nos instituts, par des initiatives financées par le Fonds pour le développement des TIC visant à récompenser l'excellence et l'innovation dans les techno-parcs et par les compagnes de sensibilisation au sein des universités pour encourager l'esprit d'entreprenariat. Il y a aussi d'autres actions qui visent à soutenir la recherche et développement et la recherche appliquée en entreprise à travers un certain nombre de mesures incitatives.

L. M

Idir Hocine, Coorganisateur du SICOM

"Plus innovant à chaque édition"


Photo JDE 2015

"Une éthique à défendre pour le Salon"

Entretien réalisé par Lynda Chaouche

Quels sont vos objectifs pour cette nouvelle édition du SICOM?

Cette année, nous avons opté, pour la maintenance comme thématique parce que c'est un créneau qui est récurant. C'est aussi pour essayer d'orienter cette prise en charge pour, éventuellement, découvrir des talents d'entrepreneurs dans ce domaine. Il y a aussi une deuxième thématique concernant la mobilité et la sécurité des données. Nous restons ambitieux et nous asseyons d'être un peu plus innovant chaque année. Dans le domaine des TIC, c'est un peu difficile parce que c'est un domaine en perpétuel mouvement. Il faut donc viser juste et nous restons « terre à terre», parce que c'est un Salon spécialisé. Ce n'est pas un Salon virtuel. Les objectifs tracés devraient se matérialiser sur le terrain, donc montrer le degré des nouveautés, les degrés de performance des entreprises. L'autre objectif aussi, c'est d'essayer de donner plus de contenu, d'essayer d'apporter plus d'intelligence au SICOM en faisant appel aux éditeurs, aux Start-up qui ont des propositions concrètes à faire de manière à attirer l'attention des investisseurs.

Comment qualifiez-vous la participation pour cette édition ?

Cette année, nous avons eu une participation de 160 exposants, dont 150 exposants du secteur privé et une dizaine du public. Nous avons une dizaine d'entreprises qui font uniquement dans le logiciel, dans la recherche, le satellite le GPS. Cela a permis de donner une autre image des Salons précédents. Nous avons donné de petits espaces pour des jeunes, et nous avons laissé sur le quai une trentaine d'anciens exposants de matériel pour les remplacer par une quarantaine qui sont réellement dans le créneau et qui sont réellement professionnels voire des représentants de marque. Sincèrement nous n'avons pas fait une estimation du chiffre d'affaires. Notre but n'est pas de faire un chiffre d'affaire, parce que si c'était ça notre l'objectif, on aurait changé les prix du mètre carré qui coûte trois fois moins chers par apport aux concurrents dans d'autres Salon similaires. Le prix de 1 500 DA ne représente qu'à peine le coût des charges du personnel et du matériel, alors que pour des Salons nettement moins intéressants, vous avez des prix au mètre carré qui dépassent les 18.000 DA, voire 3.000 DA. La Safex ne fait pas dans la surenchère. C'est pour cela que parler des chiffres d'affaires n'est pas l'objectif premier. Il est vrai que nous visons comme même une rentabilité, puisqu'il y a eu une amélioration du chiffre affaire de 10% par apport à l'an passé dû au nombre croissant des participants. Mais, depuis 5ans, il y a eu une multiplication du chiffre d'affaire par 5. Il y a donc un intérêt certain pour le SICOM.

Le SICOM est un Salon public ou destiné aux professionnels ?

Les gens ont tendance à dire que le SICOM n'est pas un Salon professionnel. Qu'est-ce qu'un Salon public et un Salon professionnel ? Pour être professionnel, il faut être deux comme dans toute chose. Le Salon de l'informatique est en bilingue, mais il est professionnel à la base. Nous avons même fait un exposé aux participants pour leur expliquer qu'est ce qu'un Salon professionnel, comment faire, comment bien le réussir Il y a des règles précises pour faire un Salon professionnel, car nous essayons d'apporter un plus dans le contenu en mettant de l'intelligence dans le Salon, en mettant de l'innovation chaque année. Nous avons dédiés, cependant, un espace grand public pour la vente.

Un chiffre concernant le nombre de visiteurs ?

Nous avons fait une estimation à 100 000 visites au niveau du grand public et au moins faire comme l'année passée. Pour les professionnels, pour avoir un comptage qui peut être le plus juste possible, nous avons fait des badges visiteurs et nous avons imprimé 25 000 cartes pour les professionnels, en plus des cartes d'invitation qui ont été distribuées préalablement et qu'on a récupéré à l'entrée. Globalement, donc, nous tournons autour de 28 000 à 29 000 visiteurs professionnels. Les visiteurs grand public dépassent largement les 110 000. Je dois préciser par ailleurs qu'initialement, le Salon était, il y a quelques années de cela, de 7 jours. Le ramener à 4 jours était déjà assez gênant pour nous, mais nous ne voulons pas aller au dessous de 5 jours, parce que les exposants consentent des investissements et pas mal de charges pour exposer. Nous devons leur offrir plus de temps, bien que le critère international en la matière soit de 4 jours. Nous allons débattre de cette question avec les exposants lors de notre prochaine édition en 2016.

Parlez-nous de vos perspectives…

Nos perspectives, c'est d'essayer de faire mieux. Certes, nous ne pouvons pas satisfaire tout le monde, car le Salon est général et s'ouvre à toute entreprise algérienne qui répond aux critères de commercialité, de sérieux de déclaration…etc. Mais c'est à nous de tirer les profils et nous essayons, au niveau de la disposition et de la distribution du Salon, de tenir compte de ça, de cacher un peu le beau par le moins beau, de manière à ce que cela paraisse homogène. Il nous appartient aussi d'aller vers le sélectif, au fur et à mesure que les gens investissent dans ce qui y a de meilleur. Je suis prêt à dire non à un exposant qui n'est pas en harmonie avec mon Salon, car nous avons une éthique à défendre. Je suis là au service de chacun, à condition de ne pas faire du Salon un lieu de concurrence déloyale. Tout le monde a le droit d'y être mais pour qu'il y soit, il y a des règles qu'il faut respecter. Notre souhait est d'améliorer tout cela l'an prochain. Cela commence à se préparer, puisque nous avons déjà tenu une réunion avec les opérateurs et avec la direction de la Safex pour dire, qu'à partir de la semaine prochaine, il faut commencer à travailler. Nous avons déjà choisi la date du prochain Salon pour la communiquer aux étrangers, toujours au mois d'avril. Avant on choisissait toujours le 16 avril, parce que c'est significatif et nous allons essayer d'y revenir. Il s'agira du 25ème anniversaire du SICOM et nous essayerons donc de faire mieux. Nous avons sollicité l'apport des étrangers, des grosses marques, pour y participer et faire un Salon international de toute la région. Ils doivent donc investir et participer par un sponsor adéquat. Une réunion sera tenue la semaine prochaine pour essayer de mettre les choses au clair. On accepte les sponsors et nous sommes les organisateurs. C'est à eux de s'intégrer à ce que nous proposons et essayer de faire participer leurs expertises. Ils sont prêts à financier l'évènement parce que nous sommes crédibles.

L.C

Certification électronique

Sécurité et confiance sur le Net

De nombreux messages ont été délivrés via le Salon international des technologies de l'informatique, de la bureautique et de la communication (Sicom), dans sa 24ème édition tenue du 8 au 12 Avril 2015 au Palais des Expositions Pins Maritimes Alger. Placé sous le thème « La protection des données sur Internet » le Salon a vu la participation de plusieurs experts dans le domaine de « la certification électronique », un thème abordé par des responsables du ministère des Postes et des Technologies de l'information et de la communication (MPTIC), et ce, pour le vulgariser au public et sensibiliser ce dernier sur son importance. Ainsi, selon Wassila Chamekh, Chef de bureau au MPTIC et membre du groupe de travail chargé de la mise en œuvre de la certification électronique en Algérie, notamment dans la branche gouvernementale, a indiqué que la loi encadrant cette problématique a été adoptée en février dernier par le Parlement. Les dispositions de cette loi prévoient, entre autres, l'installation d'une autorité administrative de la certification (article 16) placée sous l'autorité du Premier ministère et qui comprend une autorité gouvernementale de la certification électronique (art. 26) et une autorité économique de la certification électronique (art. 29). Ces instances, selon la représentante du ministère, « n'ont pas encore été installées », la loi prévoit qu'elles seront opérationnelles dans les 30 mois qui suivent l'adoption du texte.

En guise d'explication, Mme Chamekh dira qu' « un certificat électronique est une véritable carte d'identité électronique contenant des séries d'informations ». Il s'agit d'un mécanisme « permettant d'authentifier l'auteur d'un document numérique et de garantir son intégrité, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier ». Cette signature utilise des outils cryptographiques. Pour assurer un « environnement garantissant l'authentification, l'intégrité, la non répudiation et la confidentialité sur le web. Pour sa mise en œuvre, la signature électronique nécessite "un climat de confiance", d'autant qu'elle vise à instaurer une certaine sécurité dans les échanges et les transactions sur Internet. Le certificat est donc une carte d'identité numérique délivrée par une autorité de certification gouvernementale, quand il s'agit d'une institution dépendant du gouvernement, ou par autorité économique, à savoir l'ARPT et ses prestataires, lorsqu'il s'agit d'une structure économique. Techniquement, les outils de cryptographie existent pour les besoins de la certification, mais devront être adaptés à notre contexte. Globalement, la certification devra contribuer à la protection des données et diminuer les risques auxquels sont confrontés les utilisateurs du web. La certification pour le paiement électronique nécessite, cependant, une réglementation spécifique et des décrets d'application traitant du volet paiement.



L. M

Les nouveaux métiers TIC

De nouveaux métiers dans les TIC oscillent entre la conception et l'utilisation. Ils ciblent même les emplois de maîtrise 'Formation Professionnelle'. La compétence dans les TIC est aujourd'hui recherché dans tous les domaines et à tous les niveaux. Les nouvelles formes de formation elearning ou video learning vont révolutionner le monde de l'emploi, le présentiel n'est plus une nécessité pour l'apprentissage. Parmi ces métiers on peut citer :

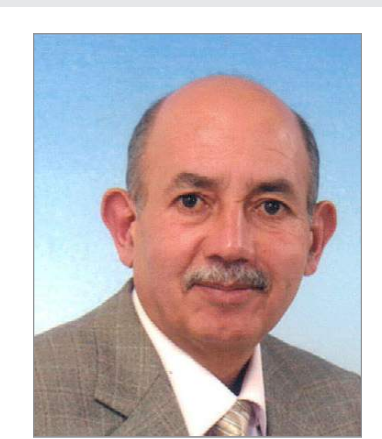
- Stratégie digitale, e-commerce, e-marketing
- Management de projets et du système d'information
- Réseaux & Télécoms
- Systèmes, serveurs, cloud & virtualisation
- Programmation
- Développement internet Bases de données & Business Intelligence
- Software Engineering & Business
- Model Intégration Portails et solutions d'entreprise
- Sécurité informatique
- Bureautique & Devices
- Pédagogie, TICE, EPN, animation multimédia
- Soft skills et efficacité professionnelle
- Développement personnel et employabilité

RELATION METIERS & ACTIVITES

- Edition de logiciels (Logiciels Applicatifs, interfaces utilisateurs)
- Ingénierie Systèmes (Conception, Assistance Technique, Gestion de Projet, Forma-tion/maintenance/Recherche Scientifique/industrielle)
- Audit & Conseil (Analyses, Etudes, Audit et Assistance)
- Gestion (Infrastructures Systèmes/Réseaux, Service en ligne, applications hébergées)

LA TRIBUNE DES EMPLOYEURS ET DES SALARIÉS

De quelques aspects juridiques relatifs au contrat de travail à durée déterminée (CDD)



*Par Nasri Hafnaoui**

1-D'après la loi 90-11 du 21 avril 1990, modifiée et complétée, relative aux relations de travail, le recrutement des candidats à l'emploi peut se faire par voie de contrat de travail à durée indéterminée ou à durée déterminée.

2-L'employeur ne peut recourir au contrat de travail à durée déterminée que dans les cas limitativement prévus par l'article 12 selon lequel : « Le contrat de travail peut être conclu pour une durée déterminée à temps plein ou partiel, dans les cas expressément prévus ci- après :

-lorsque le travailleur est recruté pour l'exécution d'un contrat lié à des contrats de travaux ou de prestations non renouvelables ;

-lorsqu'il s'agit de remplacer un travailleur qui s'absente de façon temporaire et pour lequel l'employeur est tenu de préserver le poste ;

-lorsqu'il s'agit pour l'organisme employeur d'effectuer des travaux périodiques à caractère discontinu ;

-lorsqu'un surcroît de travail, ou lorsque des motifs saisonniers le justifient ;

-lorsqu'il s'agit d'activités ou d'emplois à durée limitée ou qui sont par nature temporaire.

Dans l'ensemble de ces cas, le contrat de travail précisera la durée de la relation de travail ainsi que les motifs de la durée arrêtée ».

3-L'inspecteur du travail a le droit de vérifier si les CDD sont conformes aux dispositions de la loi (article 12 bis, loi 90-11) et qu'étant donné que les dispositions de la loi 90-11 sont impératives (arrêt du 08/06/2005, dossier n°299456, Revue de la Cour suprême n°1/2005 p 259), il peut notifier à l'employeur une mise en demeure pour requalifier le CDD qu'il juge non conforme à la loi en CDI, dans un délai de huit (8) jours (art 12,loi 90-03) faute de quoi, il dressera un procès- verbal d'infraction en application de l'article 146 bis de la même loi et qu'il transmettra au parquet territorialement compétent.

4-A l'occasion, rappelons quelques arrêts de la chambre sociale de la Cour suprême relatifs aux contrats de travail à durée déterminée :

« -le tribunal a discuté des dispositions de l'article 12 et conclut que les contrats (au nombre de 16) ne rentrent pas parmi les cas prévus par l'article 12 précité (Arrêt du 14/4/1998 dossier n°162960, non publié) ;

«-les postes occupés par le travailleur ne rentrent pas parmi les cas prévus par l'article 12 (arrêt du 16/5/2005, dossier n° 292486, Revue de la Cour Suprême n° 1/2005 p 135) ;

« -le contrat de travail conclu entre les deux parties, ne comporte ni la durée de la relation de travail, ni les motifs et que la nature de l'activité pour laquelle le travailleur a été recruté a un caractère permanent et non temporaire (arrêt du 14/03/2000, dossier n°188773, Revue de la Cour suprême n° 2/2001 p 172, spécialement page 174, 2ème attendu) ;

« -Attendu que le contrat conclu entre les parties ne remplit pas les conditions des dispositions de l'article 12 de la loi 90/11 du fait que l'employeur ne met pas en relief les motifs du recours à la durée fixée et c'est ce que le juge du fond a constaté (Arrêt du 16/10/2002, dossier n° 242675, Revue de la Cour suprême n°1/2004 p 115, spécialement page 117, 2ème attendu) ;

-« Attendu que le contrat conclu entre les parties ne remplit pas les conditions des dispositions de l'article 12 de la loi 90/11 du fait que l'employeur ne met pas en relief les motifs du recours à la durée fixée et c'est ce que le juge du fond a constaté (…)(Arrêt du 16/10/2002, dossier, n°242675, Revue de la Cour suprême n°1/2003 p 242, spécialement p 244,3ème attendu) ;

-« Le contrat à durée déterminée qui comporte l'ensemble des cas de l'article 12 de la loi 90/11 est contraire à la loi et il est considéré comme un contrat de travail à durée indéterminée. Dans ce cas de figure, le juge a déduit l'absence des motifs (Arrêt du 08/03/2006, dossier n°329195, Revue de la Cour suprême n°1/2006 p 269, spécialement p 271,2ème attendu) ;

-«L'intérêt du service est une expression qui ne suffit pas à elle seule pour qu'elle soit une des causes prévues à titre limitatif par l'article 12 de la loi 90-11 (Arrêt du 09/04/2008, dossier n° 461905, Revue de la Cour suprême n°1/2008 p 379) ;

-« Les dispositions de l'article 12 de la loi n°90-11 doivent toujours être respectées même en cas d'accord en vertu d'une convention collective relatif au changement de la nature du contrat d'une durée indéterminée en contrat à durée déterminée (Arrêt du 06/06/2005, dossier n° 299456, Revue de la Cour Suprême n°1/2005 p 159). Le juge du fond a constaté que le contrat est conclu entre les parties pour une durée de 6 mois comme le prévoit la convention collective mais il ne précise pas les motifs de cette durée.

-« Il est insuffisant pour le juge du fond de se baser sur le poste de travail permanent pour requalifier le contrat de travail à durée déterminée en un contrat de travail à durée indéterminée (Arrêt du 16/10/2002, dossier n° 242693, Revue de la Cour suprême n°1/2004 p 119).

-« L'employeur s'est lié avec le travailleur par 16 contrats sans respecter les conditions fixées par l'article 12 et particulièrement en ce qui concerne les motifs de la durée arrêtée ; l'employeur ne peut se prévaloir des articles 106 et 107 du code civil (arrêt du 14/04/1998 dossier n° 162960, non publié).

-« Le poste de gardien ne rentre pas parmi l'un des cas prévus par l'article 12 (Arrêt du 09/11/1999 dossier n° 182185 non publié).

-« Attendu que les deux contrats et notamment le 2ème contrat objet du litige n'a pas été conclu conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi 90/11 du fait qu'il ne fixe pas avec précision les motifs de la durée arrêtée selon les cas prévus par cet article (Arrêt du 13/3/1998 dossier 158075 p 329,non publié).

-« Si l'inspecteur du travail n'exerce pas ses attributions consacrées légalement et relatives au contrôle de la conformité du contrat de travail à durée déterminée par rapport à la loi, cela n'empêche pas le juge d'exercer son pouvoir et de contrôler la légalité de ce contrat (Arrêt du 16/3/2005, dossier n° 292486, Revue de la Cour suprême n°1/2005 p 135).

-« La loi 90/11 par son article 66 met fin à la relation de travail avec la fin de la durée du contrat de travail à durée déterminée et n'accorde aucun droit acquis au renouvellement et partant il est sans intérêt de vouloir identifier la partie qui a refusé le renouvellement » (Arrêt du 25/10/1994, dossier n°115899, Revue de la Cour suprême, numéro spécial 1997 p 169).

Le terme est défini par l'article 209 du code civil comme suit : « L'obligation est à terme si son exigibilité ou son extinction dépend 'un événement futur et certain.

L'événement est réputé certain s'il doit nécessairement arriver, même si l'époque à laquelle il doit arriver n'es pas connue ».

-«L'absence d'un contrat de travail écrit et la poursuite de la relation de travail après l'expiration des contrats à durée déterminée rend ces derniers des contrats à durée indéterminée ne permettant pas à l'organisme employeur de mettre fin à la relation de travail» (Arrêt du 15/09/1998 dossier n°164030, Revue de la Cour suprême n°2/2002 p 270) ;

-« Le silence de l'employeur sur le renouvellement du contrat signifie que le contrat de travail initial a été transformé en contrat de travail à durée indéterminée (arrêt du 09/06/1998 dossier n° 156096, non publié).

-« Les contrats de travail à durée déterminée conclus entre les parties ont été interrompus par un contrat non écrit ce qui rend le contrat à durée indéterminée (arrêt du 10/11/1998 dossier n° 181858 non publié).

-«Le travailleur est lié à l'entreprise par un contrat verbal ce qui rend la relation de travail qui lie les deux parties une relation de travail à durée indéterminée (arrêt du 11/11/2000 dossier n° 194972 non publié). Il s'agit de l'application pure et simple de l'article 11 alinéas 2 de la loi n°90-11.

5-Qu'en est- il si la relation de travail est suspendue pour l'une des causes de suspension prévues par l'article 64 de la loi 90-11 avant l'arrivée du terme du contrat ? La loi est muette sur cette interrogation. Une partie de la doctrine distingue entre deux cas de figure :

-1er cas : si le contrat à durée déterminée est conclu de date à date (du 1er janvier au 31 décembre, par exemple), il cessera à l'arrivée du terme même si la durée de la suspension va aller au delà de ce terme ;

-2ème cas : si le contrat à durée déterminée est conclu en jours, en semaine (s), en mois ou en année (s), le travailleur est en droit de demander sa réintégration pour achever uniquement la période du contrat qui lui reste.

Précisons toute même que ces deux hypothèses ne sont appuyées par des arrêts de la Cour suprême. Toutefois, un arrêt du 11/07/2000, dossier n°199740, non publié mérite une attention particulière. Dans l'espèce, un travailleur a été recruté par Cosider (EPE) par voie d'un CDD en application de l'article 12 de la loi 90-11 et l'article 8 de ce contrat précise que ce dernier cessera avec la fin des travaux. Appelé au cours de l'exécution de son CDD à accomplir ses obligations du service national, son employeur a refusé de le réintégrer eu égard à l'issue de sa libération des rangs de l'Armée Nationale Populaire du fait qu'il a été recruté en application de l'article 12 et que les travaux en question ont été achevés en avançant également la clause contractuelle précitée.

Ces motifs ont été rejetés par le juge qui a ordonné sa réintégration du fait que l'accomplissement des obligations du service national est un cas de suspension de la relation de travail (art 64, loi 90-11) et que l'article 65 de la même loi consacre le droit au droit d'être réintégré à son poste de travail ou à un poste de rémunération équivalente.

Précisons que cet arrêt a été prononcé avant la promulgation de la loi n°14-06 du 9/08/2014 relative au service national.

6-Si le contrat de travail à durée déterminée arrive à expiration sans qu'il ne soit mis fin à la relation de travail et que celle-ci se poursuit implicitement sans contrat écrit, cette nouvelle relation est considérée comme étant à durée indéterminée en application de l'article 11/2 de la loi 90-11 (arrêt du 15/09/1998, dossier n° 164030, Revue de la Cour suprême n°1/2000 p 270).

7-Se pose la question de savoir à quel moment la demande de requalification du CDD en CDI doit intervenir ? La question est passée par deux étapes :

1ère étape : De 1990 jusqu'au 5 janvier 2009, il était permis au travailleur de saisir le juge social après la cessation de la relation pour remettre en cause la non conformité de son CDD par rapport aux dispositions de la loi n°90-11 et soutenir en conséquence qu'il a fait l'objet d'un licenciement abusif et demander sa réintégration. Et le juge social accède à ses demandes lorsqu'il est convaincu de la non-conformité du CDD par rapport à la loi.

2ème étape : Par un arrêt du 06/01/2009, dossier n°476502, Revue de la Cour suprême n°2/2009 p 403, la Cour suprême changea de position en la matière et décida que : « La demande en requalification du CDD en CDI doit se faire pendant le déroulement du contrat et non après son exécution et l'expiration de sa durée ».

Elle confirma sa position par son arrêt du 02/06/2011, dossier n°622703, Revue de la Cour suprême n°2/2011 p 213) dans lequel elle affirma que : « La question de la non conformité du contrat aux dispositions de l'article 12 de la loi 90-11 est à soulever par celui qui y a intérêt. Le juge ne peut la soulever d'office. La demande de requalification du contrat de travail à durée déterminée se fait obligatoirement pendant le déroulement du contrat ».

8-Enfin, lorsque l'employeur met fin au CDD avant le terme sans motif valable, le travailleur peut demander au juge soit sa réintégration pour uniquement accomplir la période restante du contrat soit la réparation y afférente.

*** N. H. Formateur et consultant en droit du travail. Diplômé d'Etudes Approfondies en Droit Social, Université de Strasbourg III France.**

Sécurité des Systèmes d'Information; Un enjeu vital pour l'entreprise

*Par Salim DEGHMOUN**



Les entreprises sont, depuis toujours, au cœur d'une économie en quête de croissance. Elles se doivent d'être compétitives pour devenir et rester profitables. Elles recrutent, forment les talents de demain et produisent, contribuant directement à l'accroissement du produit intérieur brut (PIB) du pays. Les ressources humaines sont, incontestablement, un capital qui évolue par le développement d'une bonne gestion des compétences pour faire face aux défis stratégiques qu'impose le marché.

La compétitivité impose à l'entreprise d'être visible, notamment, par une identité numérique et une culture d'entreprise (site web, extranet, intranet,..) qui la distingueront d'un point de vue Marketing et Commercial. Cette visibilité pourra se faire valoir par une démarche d'innovation continue qui passe par une automatisation de la gestion de l'information. Dans ce contexte, il n'est plus à démontrer que les entreprises ayant pris leurs devants en informatisant leurs systèmes sont les plus pertinentes de par leurs rapidité d'exécution (TTM=Time to Market) et leurs anticipation dans le domaine de la gestion des risques (Etude de marchés).

COMPLEXITÉ DES RÉSEAUX

Cette numérisation de l'entreprise passe, notamment, par la création d'un Système d'information (SI). Le SI est composé de ressources nécessaires tels que le personnel, les matériels, logiciels ainsi que les procédures capables de collecter, gérer et stocker les informations et les données en vue d'une restitution ultérieure qui soit le plus fiable possible à des utilisateurs sédentaires ou nomades, salariés de l'entreprise ou clients/fournisseurs; bien souvent avec un besoin temps réel.

Les nouvelles technologies de l'information (NTIC) sont, plus que jamais, au cœur des systèmes d'information (SI) qui nécessitent de plus en plus de puissance de calcul et de performance pour répondre en temps réel à des requêtes pouvant provenir du monde; c'est notamment le cas des multinationales avec des infrastructures en mode Sièges/Filiales basées dans différents pays. Cette configuration introduit de facto une problématique de sécurité inhérente à la complexité de l'ingénierie des réseaux.

La multitude des sources de données ainsi que des traces générées à chaque échange (trace ou log générés par chaque équipement) devient une mine d'or en terme d'informations à analyser (Géo-Marketing, Statistiques bancaires, etc.) ; les entreprises deviennent de plus en plus sensibles et attentives à ces données; des experts appelés « Data Scientists » manipulent de forts volumes de données pour en déduire des indicateurs pertinents; c'est ce que l'on appelle le «BIG DATA».

Le SI doit-être construit de telle sorte à répondre à l'exigence de la stratégie de l'entreprise. A titre d'exemple:

• Le SI d'une entreprise locale n'aura pas la même criticité que le SI d'une entreprise internationale.

• Une entreprise bancaire aura d'avantage d'exigences «Sécurité» dans la construction de son SI.

• Une entreprise « .com » avec une activité basée, exclusivement, sur un site Web marchant sera plus vulnérable à des attaques informatiques; une indisponibilité de son site web pour quelques heures pourrait remettre en cause l'existence même de l'entreprise.

DOUBLE CONTRAINTE

L'entreprise doit faire face à une double contrainte, la première étant celle de la recherche de la rationalisation des couts d'investissements dans les réseaux qui impose d'aller chercher, de plus en plus, des modèles de déploiement de réseaux et d'applications en mode mutualisé, appelé «Cloud» ou encore «As a service».

En plus de construire des réseaux d'entreprises en local gérés par les directions des Systèmes d'information de l'entreprise (DSI), il est de plus en plus courant de déporter les réseaux et les plateformes de services chez des opérateurs télécoms ou intégrateurs dans des «Data Center» capables de proposer des solutions dans des modes mutualisés (partagés) et du coup à moindre couts pour l'entreprise qui sous-traitera tout ou partie de son réseau en infogérance afin de se concentrer d'avantage sur son cœur de métier.

La deuxième étant celle qui lui impose de donner un certain accès à une partie de son SI (Outils, référentiels, messagerie,..) à ses collaborateurs nomades (Astreintes, commerciaux, Télétravailleurs,..), à des partenaires/fournisseurs ou tout simplement à ses clients. L'accès pouvant-être fait depuis des supports fixes ou mobiles (Ordinateurs fixe, portables, Tablettes, Smartphone,..) depuis le national ou l'international.

Pour couvrir ces deux contraintes, l'entreprise devra ouvrir ses flux métiers et/ou bureautiques pour y donner accès depuis le monde Internet; elle est forcée de le faire pour garder sa place de leader alors que les risques de fuite de données ou d'intrusion dans le système d'information sont réels et peuvent, à tout moment, porter préjudice à l'image de marque et au cœur de métier même de l'entreprise. Le cas d'entreprises qui se font dérober des données sensibles (base de données clients, données bancaires,..etc) ou qui se font perturber voir tomber leurs système informatique ne sont plus à citer, je me restreint à la plus récente, celle de Sony Pictures Entertainment en octobre, avec

vols de données personnelles (47 000 employés de Sony concernés) et accès à des fichiers confidentiels dont des films inédits,

La Sécurité du Système d'Information doit-être garantie et prise en compte dès la phase design du SI. Les comités d'entreprises intègrent de plus en plus dans leurs DSI des Responsables de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) agissant dans une démarche de gouvernance de la sécurité pour être les garants de l'étanchéité des Réseaux et de leurs SI.

Des normes internationales et des processus ont déjà été établis pour cadrer la gestion de la sécurité des SI afin de s'inscrire dans une démarche continuelle d'amélioration:

• L'ISO 27001 régit et décrit le Système de Management de la Sécurité de l'information (SMSI) et son domaine d'application. Elle donne accès à une certification ISO27001

• Processus ITIL (Information Technology Infrastructure Library pour « Bibliothèque pour l'infrastructure des technologies de l'information » décrit les bonnes pratiques en terme de méthodes et processus pour l'implémentation des SI; donne accès à une certification ITIL

RISQUES ENCOURUS

Quels sont donc les risques concrets qu'en cours les Systèmes Informatiques et quels seraient les moyens technologiques et organisationnels pour y remédier ?

Avec l'explosion des usages internet mobile et fixe, les réseaux sont très vite passés en IP garantissant de très hauts débits via les réseaux d'accès traditionnels (xDSL) qui passent de plus en plus en fibre optique jusqu'au domicile ou les réseaux mobiles qui voient leurs RAN (Radio Access Network) passer en tout IP (4G/LTE,...). Cette «IPisation» des réseaux impose une certaine ingénierie qui expose, implicitement, certains équipements critiques au monde Internet (Réseau public), on peut citer les serveurs frontaux web, les serveurs de résolution (DNS), les serveurs d'authentification, Serveurs FTP, etc. Cette topologie introduit des failles de sécurité qui peuvent être exploitées à des fins malicieuses si toutefois les règles d'ingénierie et de sécurité n'étaient pas durcies. L'administrateur réseau doit cloisonner ses réseaux en créant des zones isolées appelées «DMZ» ou encore procéder à des audits de sécurité de type Scan de vulnérabilité sur des plages d'adresses IP pour relever les failles et ainsi procéder à la mitigation (correction).

Un réseau d'entreprise ou d'opérateur mobile ou fixe peut faire l'objet d'une attaque informatique au niveau réseau ou applicatif (couche 3 à 7 du model OSI) pour faire tomber le service, les serveurs, l'infrastructure ou pour faire une intrusion dans le système pour extraire des données sensibles et confidentielles dans le but de nuire à l'image de marque par exemple. Nous parlons d'une attaque DOS (Denial of service) lorsque l'attaquant provient d'un seul endroit (une seule adresse IP) ou DDOS (Distributed denial of service) lorsque l'attaque provient de plusieurs adresses IP; il s'agit dans ce cas d'un réseau appelé «BoatNet» constitué de machines infectées appelées zambies. Des sondes Anti DDOS et anti intrusion IPS/IDS doivent-être placées au niveau des réseaux pour détecter et stopper les éventuelles attaques et intrusions.

Certains systèmes d'exploitation comme linux, connaissent de plus en plus de failles, citons la vulnérabilité Heartblid. Beaucoup de logiciels voir la plupart se retrouvent avec des failles de sécurité et leurs découverte par leurs propres éditeurs peut mettre des mois avant la mise à disposition d'un correctif. Les bases de données peuvent aussi introduire des failles permettant d'y accéder depuis le monde internet, je pense au problème de paramétrage de l'éditeur «MongoDB» qui a couté récemment la fuite de données critiques à un opérateur majeur européen.

Au-delà des virus les plus connus et qui pour lesquels un simple antivirus à jour suffit, il existe des menaces plus difficiles à détecter et à corriger appelées les APT (Advanced Persistant Threats), pour simplifier, ce sont des sortes de virus capables de s'introduire dans le code informatique des applications web par exemple et qui ont la particularité de pouvoir s'adapter (plusieurs variantes). Elles arrivent souvent par des pièces malveillantes et jointes à des mails. Nous pouvons citer dans les «Rançongiciel» comme «Cryptolocker» qui verrouille et crypte les disques durs des machines et serveurs avec proposition de décryptage moyennant paiement d'une rançon. A noter aussi les problématiques de «Phishing» qui font arriver un utilisateur d'internet sur une page web non voulu pour des fins malveillantes.

SOLUTIONS ENVISAGÉES

Devant toutes ces failles, l'administrateur réseau ainsi que sa direction au plus haut niveau doivent-être conscients du risque encouru à ne pas protéger les réseaux et services. Il convient de mener des opérations d'audit de sécurité fréquentes, de durcir l'ingénierie des réseaux de telle sorte à rendre son accès plus difficile depuis l'extérieur (public/internet) mais aussi depuis l'intérieur (création de profils d'utilisateurs avec gestion de droits d'accès,..), sensibiliser à la sécurité et enfin savoir utiliser les bonnes technologies par éditeurs (sondes anti DDOS, IPS/IDS, anti APT/Sandboxing, Fire Wall NG, Reverse Proxy, outil de scan de vulnérabilité,..).

A l'instar de ce qui se fait dans les réseaux télécoms et informatiques, avec la mise en place d'un NOC (Network Operations Center) qui a la charge de superviser les équipements via un hyperviseur et corriger les pannes avec les techniciens et ingénieurs, il convient de penser à la mise en place d'un SOC (Security Operations Center), qui a en charge de superviser la sécurité via un SIEM (Security Information Event Manager) avec le concours d'ingénieurs compétents en sécurité des réseaux et des données.

S.D. Consultant, expert en sécurité des réseaux, Responsable projets sécurité chez un opérateur majeur, FRANCE.

Promotion de l'emploi

Signature de plusieurs conventions de partenariat


Renforcer l'efficacité des services de l'emploi

Photo: DR

La 5ème édition du Salon national de l'emploi (SALEM-2015) a été clôturée dimanche dernier à Alger, par la signature de conventions de partenariat et la remise d'attestations de participation et des prix aux meilleurs participants à cette manifestation qui a regroupé plus de 300 micro-entreprises. Plusieurs conventions de partenariat, portant sur la promotion de l'emploi et le développement de l'entreprenariat chez les jeunes, ont été signées dimanche dernier à Alger en marge de la cérémonie de clôture de la 5ème édition du Salon national de l'emploi SALEM 2015 organisé par le ministère du Travail et de l'Emploi et de la Sécurité socialParmi les conventions, celle signée entre l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) et la Faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de la gestion (université Alger 3) pour initier les étudiants à la création d'entreprises et leur permettre de développer leur potentiel entrepreneurial. En vertu de cet accord, l'ANSEJ s'engage notamment à organiser des séances d'information et de formation aux étudiants et à prendre en charge les dossiers des étudiants porteurs de projets. L'ANSEJ a également signé une convention-cadre avec la Banque extérieure d'Algérie (BEA), dans le but de promouvoir la création et le développement des micro-entreprises start-up dans le domaine des Technologies de l'information et de la communication (TIC). Les deux parties procéderont à la mise en place d'un comité mixte pour identifier, mettre en œuvre et suivre les actions communes entrant dans le cadre de la convention.

Par ailleurs, une convention de partenariat a été signée entre la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) et la Société nationale d'Assurance (SAA) pour notamment vulgariser les produits d'assurance destinés aux promoteurs. Selon l'accord signé, la CNAC s'engage notamment à vulgariser les produits d'assurance de la SAA destinés aux promoteurs bénéficiaires du dispositif CNAC, en informant ces derniers sur les conditions d'assurance avantageuses offertes par la SAA dans le cadre de ce partenariat. Pour sa part, la SAA s'engage, entre autres, à assurer la formation du personnel de la CNAC chargé d'établir les études technico-économiques au profit des chômeurs promoteurs âgés de 30 à 50 ans, dans le domaine des techniques d'assurances économiques.

Le salon a été marqué notamment par la remise d'attestations de certification du bureau international du travail (BIT) à 73 cadres formateurs de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ) au terme d'une formation. Des prix ont été également remis au meilleur stand, à la meilleure start-up, aux meilleurs produits en plus des prix de l'innovation et de la femme entrepreneur ainsi que des prix des meilleures couvertures médiatiques.

La fuite des cerveaux

Plus de 268 000 compétences se sont installées à l'étranger



L'Algérie compte le plus grand nombre de migrants qualifiés, estimé à 267 799 personnes, soit 26% des Algériens installés dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). C'est ce que relève une étude sur «La fuite des cerveaux et le développement dans l'espace de l'UMA: le cas Algérie», réalisée par le Cread, présenté mardi dernier à Alger, ce rapport élaboré par une équipe de chercheurs conduite par le sociologue Mohamed Saïb Musette, renseigne sur l'ampleur du phénomène de la migration qui touche, particulièrement, l'élite.

Selon cette étude, sur les 267 799 Algériens de niveau supérieur en Europe, il y a 1,2% qui sont titulaires d'un PHD (plus haut niveau d'études). Il y a aussi « 24,8% de femmes et 27% d'hommes qui ont un niveau d'études supérieur. Ces proportions sont quasi équitables. La répartition des émigrés qualifiés, d'origine algérienne, par âge, nous montre la prédominance de la classe active (35-54 ans) chez les deux sexes, chez les femmes, la classe des 25-34 ans est presque aussi importante que celle qui la suit», explique le rapport.

Selon ce rapport, La France a accueilli 75% des migrants qualifiés d'Algériens, contre 11% pour le Canada et 4% pour la Grande-Bretagne. «Cependant, l'Espagne et l'Italie, qui sont les destinations favorites après la France et le Canada pour les Algériens en général, n'attirent pas pour autant les personnes qualifiées», soulignent les chercheurs de Cread. Ces derniers, afin de comprendre la dimension réelle de la fuite des cerveaux, ont élargi leur étude même aux Algériens nés et vivant à l'étranger.

Dans ce sens, la proportion d'Algériens ne jouissant que de la nationalité algérienne est de 24%. Par contre, «75% des immigrés algériens qualifiés possèdent la nationalité du pays d'accueil, dont 48% d'entre eux l'avaient déjà à la naissance. La nationalité acquise à la naissance correspond à la situation des migrants nés 'étrangers' en Algérie», indique le document.

79 000 prisonniers inscrits à l'enseignement et à la formation

Le Directeur général de l'administration pénitentiaire, Mokhtar Felioune, a indiqué jeudi dernier à Alger que jusqu'à mars 2015, 79 000 prisonniers étaient inscrits à l'enseignement dans les trois cycles (primaire, moyen et secondaire) et à la formation professionnelle à travers le territoire national. Lors d'une cérémonie de distinction organisée au centre de rééducation d'El Harrach à l'occasion de la journée du savoir célébrée le 16 avril de chaque année, M. Felioune a précisé que jusqu'à mars 2015, 39 000 détenus étaient inscrits à l'enseignement ternaire et 40 000 autres à la formation professionnelle.

Il a ajouté qu'à la même date, l'on a enregistré 2818 prisonniers inscrits aux épreuves du baccalauréat et 6133 détenus à l'examen du brevet de l'enseignement moyen (BEM). Le même responsable a affirmé que depuis l'instauration du système de l'enseignement et de la formation professionnelle au sein des établissements pénitentiaires en 2003, tous les prisonniers reçus aux examens du baccalauréat et du BEM n'ont pas récidivé et sont devenus de bons citoyens. Il a en outre précisé que le nombre de prisonniers candidats au bac et au BEM augmente chaque année grâce aux mesures incitatives proposées par l'administration pénitentiaire. Les prisons algériennes sont devenues un espace d'apprentissage et de formation professionnelle, l'objectif étant de faire éviter à leurs détenus la récidive et les aider à devenir de bons citoyens", a souligné M. Felioune. La journée du savoir a été célébrée jeudi à l'établissement pénitentiaire d'El Harrach où ont été



organisés des concours scientifiques et culturels, sanctionnés par une remise de prix aux lauréats. Les détenus ont surpris l'assistance par leur excellent niveau et leurs talents dans divers domaines (poésie, dessin, théâtre), ce qui confirme le rôle efficace de l'administration pénitentiaire dans la formation de ces derniers à devenir de bons citoyens. Le nombre de prisonniers inscrits à la formation professionnelle au centre de rééducation d'El Harrach a atteint 456 en 2015 alors que les détenus inscrits à l'enseignement dans les trois cycles est de 196.

APS

POINTS de repère

- La production industrielle du secteur public a enregistré une hausse de plus de 4% en 2014, avec de larges disparités entre les secteurs tels ceux des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques et électriques qui ont connu un net recul. Hors hydrocarbures, le taux de croissance industrielle a atteint 2,7% en 2014 contre 2,3% en 2013 et 5,5% en 2012 et 2,4% en 2011, selon l'Office national des statistiques (ONS)
- Sur 1.200 entreprises nationales ayant la possibilité d'exporter hors hydrocarbures, entre 350 et 400 contribuent réellement à ces efforts, a indiqué Kamel Boukrouh, chef de service de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX).
- Au total, sur les 1.368 marchés informels recensés à l'échelle nationale, 890 ont été éradiqués, soit 65,05% des sites existants, a précisé ce bilan arrêté au 25 mars dernier. par le ministère du Commerce.
- Se référant aux statistiques publiées par l'Ordre des médecins (France) en 2014, le rapport relève l'existence de 54 168 médecins, nés hors de France, soit 26% du potentiel. Parmi eux, il y a 40% de Maghrébins inscrits à l'Ordre, dont plus de la moitié sont originaires d'Algérie. Le nombre de médecins algériens est estimé à 10 318, dont 92% sont des salariés.
- Entre 3 à 5 milliards de dollars représentent les sommes en devises échangées sur le marché parallèle de la devise. Selon Abderrezak Trabelsi, délégué général de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF).

Coopération en matière d'emploi vec l'Union européenne

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El-Ghazi, s'est entretenu, jeudi à Alger, avec l'ambassadeur de l'Union européenne (UE), Marek Skolil, sur l'état et les perspectives de coopération entre l'Algérie et l'UE dans le domaine de l'emploi. M. El-Ghazi s'est entretenu avec l'ambassadeur de l'UE à Alger sur «l'état et les perspectives de coopération entre les deux parties, notamment dans le domaine de l'emploi au regard de la dynamique qui caractérise la coopération entre les deux pays dans le cadre de l'accord d'association ou de la politique européenne de voisinage qui considère l'Algérie partenaire géostratégique», a indiqué un communiqué du ministère.



CRÉATION D'UNE MICRO ENTREPRISE AVEC L'ANSEJ

Vous retrouverez dans notre rubrique «Mode d'emploi» des conseils et des informations pratiques pour créer votre micro entreprise avec l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ).

Vous êtes citoyen algérien, âgé entre 19 et 35 ans, Vous êtes Jeune porteur d'idée et de projet? l'ANSEJ vous aide à créer votre micro-entreprise.



PARCOURS DU JEUNE-PROMOTEUR

Vous avez envie d'entreprendre et vous vous sentez enfin prêt à sauter le pas ? Avant de vous lancer dans la création de votre entreprise, il est cependant important de bien réfléchir et de ne pas négliger plusieurs étapes:

1- L'idée

Vous décidez de créer une entreprise parce que vous possédez une formation, une expérience, un savoir-faire ou tout simplement suite à un concours de circonstance. Vous commencez donc, par rechercher une idée. Une fois l'idée trouvée, vous devez vous assurer de la cohérence entre votre projet et votre profil, vos contraintes et vos motivations.

2- L'élaboration du projet

A cette étape, Vous êtes sûr de votre choix, vous allez valider votre idée. Pour cela vous devez:
Arrêter les principales options de votre projet, à travers :
l'étude du marché (l'offre et la demande, la faisabilité commerciale) ;
Les choix techniques, La ressource humaine ;
L'étude financière (les besoins, les ressources à engager, la rentabilité, ... etc) ;
Le choix de la forme juridique (individuelle ou en société) ;
Faire une étude technico-économique. Celle-ci peut être réalisée par les accompagnateurs de l'ANSEJ ;
Présenter le dossier du projet pour le financement, celui-ci doit être complet, concis, précis, clair et convainquant.

3- La réalisation du projet

A ce stade du projet, vous devez :
Réunir les capitaux nécessaires au financement ;
Aménager les locaux, acquérir les équipements et procéder à leur installation;
Mettre en place le personnel.

4- Le démarrage de l'activité

Ça y est, ce que vous attendez depuis longtemps est arrivé : vous êtes chef d'entreprise et allez pouvoir démarrer votre activité !
Vous allez donc : Découvrir et vous familiariser avec le monde de l'entreprise et de son environnement ; Mettre en œuvre les outils et procédures qui vous permettront de contrôler l'efficacité commerciale et administrative de votre entreprise. Et vous allez devoir concevoir et mettre en place vos actions commerciales en observant un certain nombre de principes de gestion ; Apprendre à réagir rapidement en cas de difficulté.



Coût du projet ?

Le montant maximum de l'investissement est fixé à dix (10) millions de dinars

10.000.000 DA

Un étudiant peut-il prétendre au dispositif l'ANSEJ?

Non, en effet, l'étudiant n'a pas la qualité de chômeur.

Le types d'investissements éligibles?

Création d'activité & extension de capacités de production par injection d'investissements complémentaires.

Quel est le délai de réponse de la banque ?

La banque dispose d'un délai de deux mois au maximum, à compter de la date de dépôt de la demande de crédit.

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ



Pour pouvoir bénéficier du dispositif de financement de la ANSEJ, il faut remplir les conditions suivantes :

1. Etre âgé de 19 à 35 ans, dérogation d'âge jusqu'à 40 ans pour le gérant à condition de créer trois (3) emplois permanents
2. Etre en situation de chômage ;
3. De nationalité Algérienne, résidant en Algérie ;
4. Etre titulaire d'un diplôme, d'une qualification professionnelle et/oupossséder un savoir faire en rapport avec l'activité projetée ;
5. Avoir un apport personnel sous forme de fonds propres.

LES MODES DE FINANCEMENT



L'ANSEJ propose deux formules de financement pour un coût global de l'investissement qui ne peut dépasser 10 millions de DA : un financement triangulaire et un financement mixte.

Financement triangulaire

Apport personnel (1% à 2%) prêt sans intérêt ANSEJ (29% à 28%), Crédit bancaire (70%)

Financement mixte

Apport personnel (71% à 72%), prêt sans intérêt ANSEJ 29% à 28%

De 0 à 5 Millions de dinars , l'apport personnel est de 1% du montant du projet, pour plus de 5 Millions de dinars, l'apport personnel est de 2% du montant du projet

LES BANQUES CONVENTIONNÉES AVEC L'ANSEJ

1. - Crédit Populaire d'Algérie (CPA) ;
2. - Banque Nationale d'Algérie (B.N.A) ;
3. - Banque de Développement Local (BDL);
4. - Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) ;
5. - Banque Extérieure d'Algérie (BEA).

AVANTAGES DU DISPOSITIF ANSEJ:

Les avantages fiscaux sont accordés à la micro entreprise exerçant dans une

- zone normale pour une période de trois (03) ans à partir du démarrage de l'activité ou six (06) ans lorsque celle- ci exerce dans une zone spécifique.
- Lorsque la micro- entreprise créée au moins trois emplois à durée indéterminée,
- la période d'exonération de l'Impôt sur le Revenu Global (IRG) ou l'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS) est prolongée de deux années.

Pour plus d'informations, un FAQ est mis à votre disposition sur le site www.ansej.org.dz pour répondre à tous vos questionnements

■ Société basée à Alger, cherche deux employés dans le domaine de la fabrication meubles frigorifique. Tél : 023 35 00 93

■ Un cabinet médical à la recherche d'une assistante maîtrisant la langue française (niveau BAC ou BEM). Tél : 07 71 15 33 73

■ Biscuiterie à Bir Mourad Raïs cherche une ouvrière a mi-temps. Tél : 05 41 92 33 65

■ Une entreprise privée cherche une informaticienne et un comptable. Tél : 05 54 96 94 06

■ GBE-EVENTS Cherche candidate pour le poste de journaliste en communication événementielle en Tunisie ou en Algérie. Tél : 00 216 20 60 29 85 / 00 213 660 310 900
Mail : contact@global-bien-etre-events.com

■ Agence Lalla Baya Tourisme Et Voyage, Bologhine Alger, cherche un infographe et agent commercial, envoyer le cv par mail : belahcene.reda@yahoo.fr

■ "Forever living products" RECRUTE peut importe votre niveau scolaire ou votre âge (étudiant, fonctionnaire ou chômeur). Vous avez le sens de la responsabilité et le sens de la communication, vous êtes rigoureux, persévérant et travailleur "F.L.P" a besoin de vous. Vous pouvez vous inscrire sur ce site gratuitement et sans engagement. http://www.eaglevisionteam.flp.com

■ SNC Louli et cie Télécom, cherche un technicien en réseaux de télécommunication à Tizi Ouzou. Mail: loulitelecom@yahoo.fr.
Tél: 06 61 77 54 86

■ MONATRONIC société de télésurveillance basée à Annaba, cherche pour son bureau de liaison à Alger, une représentante commerciale dynamique, à partir de 28 ans, apte au déplacement et grande capacité de négociation. Maîtrisant l'outil informatique et possédant un permis de conduire.
Tél: 05 60 90 15 65

■ École de formation Horizon cherche des professeurs en informatique et langues étrangères (Français, Anglais et Espagnol). Contactez nous au 05 60 05 69 38 ou 021 79 44 38. Adresse: 14 rue Djamel Eddine El Afghani, Air de France BOUZAREAH.

OFFRES **D'EMPLOI**

EURL BAHDJ EDDINE
POUR LE TRANSPORT SANITAIRE
BOUMERDÈS, CHERCHE

- (2) chauffeurs d'ambulances,
- (4) aides soignants (2 hommes de 25 ans à 30 ans et 2 femmes de 23 ans à 30 ans pour une formation).

Niveau 3e AS ou Bac
Dellys ou Baghlia.

TÉL: 05 50 59 42 25

■ SARL GHAZAL cherche un technicien en maintenance auto, TS en informatique de gestion. Mail: ghazal-dz@hotmail.com. Tél: 023 32 02 75

■ Recherche une assistante dentaire bilingue habitant à Chéraga.
Tél: 05 50 70 08 43

■ Comptable principal chez Ford cherche des comptables.
Tél: 05 40 84 66 54
Adresse: Rue BAHA M'hamed B.P 200. Bab Ezzouar.

■ Medico Maghreb à la recherche d'ingénieurs biologistes, assistants médicales, agents et techniciens de maintenance à Alger. Mail: medicomaghreb@yahoo.fr
Tél: 021 48 14 80

■ Cherche pâtissière/briochard femme, travaillant en famille à Chéraga. Mail: algediam@gmail.com. Tél: 05 54 28 17 86

■ Eurl Universal Service, cherche une secrétaire administrative et un agent commercial. Mail: lusmagical@gmail.com.
Tél: 07 70 16 31 15

■ Salon de coiffure à Hydra, cherche coiffeuse avec expérience pour gérance ou autre. Femme sérieuse.
Tél: 07 71 60 18 65

■ Cherche (1) technico-commercial, responsable administration, gestion informatique.
Mail: foodalg.@gmail.com.
Tél: 05 54 67 89 28

■ Artisan tapissier décorateur d'intérieure à la recherche de travaux sur devis ou par soumission, recrute des stagiaires.
Tél: 05 57 89 57 43
fax 06.84 33 65

■ Représentant marketing international, cherche des gens motivés et sérieux pour un travail à temps choisi, pour assurer des revenus complémentaires. Quelque soit votre niveau d'études, ou encore votre formation, le travail est accessible à partir de chez vous (Travail à distance),il vous suffit d'avoir un ordinateur connecté à Internet. Inscription gratuite sur www.clubshop.com

■ Hollywood Pizza recrute serveur, serveuse et aide cuisinier. Adresse : 28 , avenue Ahmed Ghermoul, Alger
Tél : 021 66 38 43 / 07 94 44 18 54
Mail : hollywoodpizza16@yahoo.fr

■ Ecole agréé par l'État sise à Bab ezzouar, cherche des formateurs informaticiens pour assuer des cours en: Management informatique, Développement , Gestion de projets, Système d'exploitation Réseaux, Cisco, Internet, Java / J2EE, Programmation (C, C++, etc.) Microsoft .NET, Base de données, XML ...
Conatct: 05 50 96 61 19 - 05 60 03 65 85 et 05 60 00 79 64.

LE COIN DES BONNES AFFAIRES

■ Électricité Général vous offre ses services en installation d'électricité bâtiment, électricité industriel, système de surveillance d'alarme et anti-ganz et anti-incendie. Tél : 05 54 25 73 08 / 05 42 22 61 20.
Mail : enrg.bi@gmail.com

■ EAP plomberie: installation, réparation, plomberie, chauffage, climatisation, réseaux incendie et piscine.
Tél: 07 71 83 99 36 Mail: eapmed@hotmail.fr

■ Chauffeur possédant un fourgon offre ses services.
Tél: 05 56 28 37 96

■ Boite événementielle, contactez nous pour l'organisation de vos évènements. Mail: Achraf.aouadi@hotmail.com. Tél: 05 56 71 51 79

■ Licence en génie civil boite événementielle.
Mail: moncef_bouguerri@hotmail.fr
Tél: 07 71 22 11 34

■ PP.TV "Canada, Usa", réalisation et production, entreprise cinématographique. Diplôme cinographe (Germany), développement professionnel pour entreprise. Diplôme GMC et NLP "Canada" De Alger ou Batna. Tél: 06 61 25 67 22 / 05 53 13 94 82
Dubai: +9715057905
hatemaksas@yahoo.fr

■ Confiez votre site web à des professionnels (devis gratuit site statique et dynamique). webmaster@netalgérie.com. Tél: 021 65 14 39

■ Entreprise de nettoyage et d'entretien. Adresse: Lot N°06, local N°07 Baba Ali.

■ Cabinet comptabilité et de CAC, offre ses services. BP: 282 Hydra. Mail: hacmy.mahtout@yahoo.fr. Tél: 07 96 08 18 70

■ Chercheur en histoire, patrimoine, tourisme et environnement offre ses services. Tel: 07 93 65 62 54 Mail: Kadi-mustapha@hotmail.com

■ Agence Inoop de création web, réseaux, logiciels mobile, marketing et communication, print et identité visuelle à El Biar. Mail: Bellabiod_43@hotmail.com.
Tél: 05 50 64 40 42 / 06 59 14 77 55

■ Services en 2D et 3D plans en sous-traitance pour les bureaux d'études et société en domaine architecture à Médéa.
Mail: badr177@yahoo.fr.
Tél: 05 41 66 64 14

■ Système de surveillance, d'alarme, anti-incendie, anti-gaz, électricité BT, électricité industrielle, vidéo-phone, interphone, rideaux électrique.
Mail: enrg.bi@gmail.com
Tél: 05 54 25 73 08

■ Un restaurant mobile à la recherche partenariat contactez: Mbenrabia1@hotmail.fr
Tél: 05 55 77 35 61

■ Vous souhaitez créer votre site web! Nous nous ferons une joie de le réaliser pour vous:
fousol.com
www.facebook.com/fousolweb

■ Propriété machines pour ménuiserie cherche associé possédant local commercial. Alger et environs. Contactez moi par mail: akram_karobi@hotmail.com

■ J'ai créé une société de développement web en plein développement. Je cherche un partenaire avec apport financier. Études toute proposition!
cadnyl@yahoo.fr

■ Entreprise de construction étrangère cherche une entreprise de construction algérienne pour une partenariat.
poushonj@hotmail.com

OFFRES DE **FORMATION**

■ LE CNEPD (centre national de l'enseignement professionnel à distance) vous propose de formations diplômantes qualifiantes répondant au marché de l'emploi, et d'autres services au profit des entreprises en quête de formation dans le cadre de la formation continue. Site web : www.cnepd.org. jabousouad@yahoo.fr.
Tél: 05 50 55 52 39

■ Enseignant retraité donne des cours dans le domaine du trait de courte durée théorique dédouanement et enlèvements.
Mail: mahmoud.makhlaf@hotmail.com.
Tél: 07 74 23 33 35

■ Centre d'enseignement divers El ghazali, Formation en langues, informatique, psycho télé conseiller, programme audio-video, de l'école à Adrar.
Mail: cf.elghazali@gmail.com
Tél: 06 63 75 46 56
049 90 26 11





Programme PNEE
Création de 180.000 emplois

Le nouveau programme national d'efficacité énergétique (PNEE) sera lancé en 2016 avec comme objectif l'isolation thermique de 100.000 logements/an, la diffusion de 10 millions lampes à basse consommation et la conversion de 1,3 million de véhicules au GPL à l'horizon 2030. Ce programme, présenté mardi dernier à Alger lors de la 19e journée de l'énergie organisé par l'Ecole nationale polytechnique, vise essentiellement à réduire graduellement la forte croissance de la consommation d'énergie et à donner de la visibilité aux investisseurs potentiels dans le domaine de la production énergétique. D'un montant de 900 Milliards de DA dont 54% assurés par l'État, les projets du PNEE permettront à l'Algérie d'économiser 93 Millions de TEP, d'éviter l'émission de 200 Millions de Tonnes équivalents de CO2 et de créer près de 180.000 postes d'emploi d'ici 2030, selon les explications de M. Kamel Dali, directeur des projets à l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue), chargée de la mise en œuvre de ce programme.

Salon de la sous-traitance
Substitution aux importations



Une soixantaine d'entreprises nationales ont pris part à la 3ème édition du Salon national inversé de la sous-traitance (SANIST) organisé du 13 au 16 avril 2015 au Palais des expositions, Pins maritimes, Alger, par le ministère de l'Industrie et des mines conjointement avec la CACI, la Bourse de sous-traitance et de partenariat (BSTP) et la Société algériennes des foires et expositions (SAFEX). Inauguré par le ministre de l'Industrie et des mines, Abdesselam Bouchouareb, ce rendez-vous, qui re-groupe les donneurs d'ordres (entreprises) et les receveurs d'ordres (sous-traitants), vise à accroître l'intégration industrielle nationale à même de contribuer à la substitution aux importations. M. Bouchouareb a indiqué que son ministère avait lancé une opération de recensement de tous les pro-duits industriels nationaux avec la contribution des 12 nouveaux groupes industriels, la Chambre algé-rienne du commerce et d'industrie (CACI) et les organisations patronales en vue d'identifier l'offre natio-nale dans ce secteur et d'encourager son intégration. Le salon de la sous-traitance a organisé en plus de l'exposition, des conférences-débats sur des thèmes relatifs au marché de la sous-traitance en Algérie (filières automobile et mécanique), aux normes de déve-loppement de cette activité et à sa réglementation.

Artisanat
Lancement du fichier national des métiers



Le fichier national de l'artisanat et des métiers a été lancé mardi dernier à Alger parallèlement à la présentation du projet de nomenclature des activités d'artisanat et des nouveaux métiers, lors d'une rencontre organisée sous l'égide de la ministre déléguée chargée de l'Artisanat. Il a été procédé à la signature d'une convention entre la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers et la compagnie d'assurance et de réassurance "CIAR" en vertue de laquelle les chambres de wilaya bénéficieront de réductions en matière d'assurance. La ministre déléguée chargée de l'Artisanat, Aicha Tagabou, a indiqué que le lancement de ce fichier visait la "modernisation du secteur conformément au programme du gouvernement en matière de promotion de l'artisanat afin de gagner du temps, transmettre l'information via Internet et assurer son traitement en temps réel".

Code de l'investissement
Le gouvernement examine le projet

Le projet d'amendement du Code de l'investissement sera présenté au gouvernement cette semaine pour approbation, a indiqué, lundi dernier à la presse, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, en marge de l'inauguration du 3ème salon national de la sous-traitance organisé du 13 au 16 avril au Palais des expositions. La nouvelle mouture du code de l'investissement, a souligné le ministre, devra inclure des facilitations pour encourager les investissements à même de contribuer à l'amélioration du climat des affaires. Le texte, rappelle-t-on, porte sur quatre (4) volets essentiels relatifs, respectivement, à la simplification des procédures, à l'adéquation entre le système d'incitations et la politique économique, à l'ajustement du cadre de régulation des Investissements directes étrangers (IDE) et à la révision du statut et des missions de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), avait fait savoir le ministre.

COMME CI COMME ÇA

Opération policière dans les marchés informels de devises



Une vaste descente de police opérée dimanche dernier, dans les marchés informels de devises, à proximité du square Port-Saïd, en plein centre de la capitale, et à Hussein Dey, en proche banlieue. Cette action des services de sécurité est intervenue des suites de la découverte d'un trafic de fausse monnaie après la saisie de quelque 30.000 euros en coupures contrefaites. Cette opération policière qui n'a aucun lien avec l'activité informelle de change de devises « tolérée par les autorités », s'était soldée par une « dizaine d'arrestations », ont rapporté les médias.

Crédit à la consommation réhabilité en juin

Le crédit à la consommation, décidé par la dernière tripartite et entériné par la loi de finances 2015, a été validé, hier, par le gouvernement qui va publier dans les jours qui viennent le décret exécutif qui le concerne. L'annonce a été faite le même jour par le ministre du Commerce, Amara Benyounès. Ce type de crédit concerne tout produit fabriqué ou monté en Algérie. Les produits importés en seront exclus, a-t-il précisé. Le texte prévoit également, que le remboursement ne doit pas dépasser 30% des revenus du demandeur, soit un montant dont la négociation sera ouverte entre l'acheteur et sa banque, a-t-il souligné.

Le FMI prévoit une
Croissance du taux de chômage pour l'Algérie



Dans son rapport sur les perspectives économiques mondiales, publié mardi dernier à l'occasion de la tenue de sa réunion de printemps prévue du 17 au 19 avril à Washington, le FMI a révisé en baisse son pronostic sur la croissance du PIB de l'Algérie par rapport à celui d'octobre dernier. Le fond note que le taux de chômage devrait se situer à 11,8% en 2015 et à 11,9% en 2016 (contre 10,6% en 2014). Le FMI table sur une croissance économique de 2,6% pour l'Algérie en 2015 avant de remonter à 3,9% en 2016, contre 4,1% en 2014. Par ailleurs, le FMI indique que la balance des comptes courants de l'Algérie sera encore négative pour s'établir à -15,7% du PIB en 2015 et à -13,2% en 2016 (contre -4,3% en 2014). Quant à l'inflation, le FMI estime qu'elle devrait passer à 4% en 2015 ainsi qu'en 2016 (contre un taux de 2,9% en 2014).

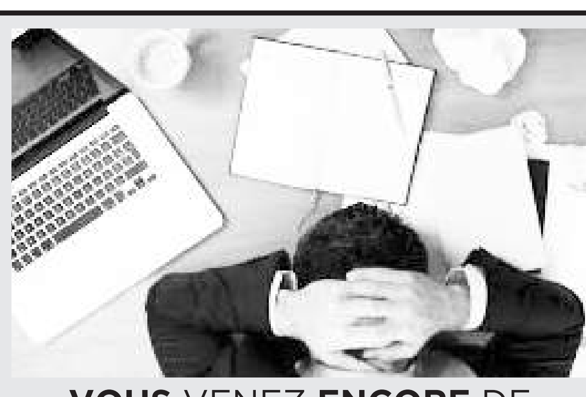
Relance économique
Les propositions du FCE



Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) a dévoilé, mercredi dernier à Alger, une série de propositions d'ordre économiques pour relancer l'économie du pays, tout en estimant que l'ouverture de l'investissement dans tous les secteurs d'activité au privé national était une "nécessité". "Nous devons encourager l'initiative privée dans tous les secteurs d'activité", a plaidé le président du FCE, Ali Haddad, dans une conférence de presse tenue à l'issue d'une réunion de cette organisation patronale. Les propositions du Forum, qui doivent être présentées au Premier ministre dans une quinzaine de jours, sont axées autour de cinq principaux volets : le financement de l'entreprise, la fiscalité, l'environnement de l'entreprise, la politique nationale des prix et les subventions.

Les familles productrices
réclament des espaces de commercialisation

De nombreuses familles productrices ont demandé mardi à Alger aux autorités publiques de leur consacrer des espaces pour la commercialisation de leurs produits au niveau local. La présidente de l'organisation nationale de promotion de la formation professionnelle et des fa-milles productrices, Abrous Zahra, a indiqué lors d'une rencontre sur les préoccupations des fa-milles productrices, qu'un "grand nombre de familles avaient prouvé leur aptitude à réaliser des produits qui répondent aux exigences de leur région dans différents domaines dont l'artisanat". La présidente de l'organisation a insisté dans ce cadre sur "la nécessité de créer des espaces encadrés pour commercialiser les produits de ces familles à travers les différentes wilayas du pays".



ALGER

■ J.H. Diplôme MBA -IBW-MARK-SFO-CR. Cherche emploi comme responsable commercial. Mail : mhdsalmi@yahoo.com. Tél : 05 50 65 65 46 / 021 75 41 96

■ J.H. Ingénieur en mécanique option énergie, 5 ans d'expérience, cherche emploi dans le domaine dans une société nationale ou multinational. Tél : 06 61 70 39 82

■ J.H. 32 ans. Ingénieur d'affaires, diplôme délivré par le ESGCI de paris, cherche emploi. Mail: zerrouk.meraga@gmail.com. Tél : 06 68 16 01 88

■ J.H. 31 ans. Ingénieur d'état option mécanique navale. 9 ans d'expérience en tant que officier de la marine marchande. Cherche emploi en industrie pétrolière. Mail : star29@outlook.fr. Tél : 06 61 55 83 42

■ J.H. diplôme en D.E.U.A commerce international. Cherche un poste comme commercial. Mail : bejaoui-nabil@gmail.com. Tél : 05 55 35 16 68

■ J.F. 24 ans. Master 2 en instrumentation électronique, cherche emploi. Mail : allamnesrine768@yahoo.fr. Tél : 06 69 20 51 44

■ J.H. 22 ans. Technicien en installation et réparation froid et climatisation, 2ans d'expérience dans une société d'installation. Tél: 05 56 50 99 38

■ J.F. 38 ans. Licence en anglais diplôme supérieur spécialisée en informatique, expérience en traduction. Tél: 05 41 99 24 97

■ J.H. 22 ans. Agent HSE, cherche travail comme serveur ou autre. Tél: 05 56 48 31 30

■ J.F. 42 ans. Ingénieur d'état en chimie industrielle, option génie chimique. Tél: 05 58 63 18 02

■ J.H. 23 ans. Diplômé en informatique de gestion, expérience comme vendeur, gérant d'un cybercafé. Mail: deffane92@gmail.com Tél: 05 54 09 22 52

■ J.H. 31 ans. Ingénieur commercial expérience comme agent de règlement, agent de facturation, commerce et vente. Mail: ahmedroudredouane@gmail.com. Tél: 05 59 66 56 93 / 06 67 11 84 84

■ J.H. 28 ans. Licencié en comptabilité, célibataire dégagé du service militaire expérience de plus de 3 ans. Je veux explorer mes capacités. Mail: Hamza.benstiti@outlook.com Tél: 05 56 23 92 56

■ J.H.18 ans. Plombier, un an d'expérience. Tél: 05 42 29 52 82

■ J.H. 25 ans. Informatique de gestion, expérience comme vendeur. Tél: 05 56 47 96 10

■ JF. 30 ans, diplômée en génie des procédés, option génie chimique, 5 ans d'expérience dans le domaine pétrolier cherche un poste de technico-commercial dans le domaine industriel ou chargé des appels d'offres et contrat. Mail: m_adjrid@yahoo.fr Tél: 07 72 99 98 54

■ JF. 25 ans, mariée, master en microbiologie, cherche un emploi. Mail: Nabila_bio@hotmail.fr Tél: 07 77 75 11 97

■ JF. 30 ans, licenciée en droit foncier, Master, Capa, 2 ans d'expérience dans l'enseignement universitaire et un an dans l'administration. Mail: acalgeria2009@gmail.com Tél: 05 51 89 82 02

■ JH. 24 ans, diplômé en littérature française cherche un emploi aux environs d'Alger. Mail: Mhamedmahboul@gmail.com Tél: 07 77 89 30 47

■ JF. 26 ans, licenciée en sciences de gestion, option marketing, stage pratique dans une société de communication. Mail: Kibboua-soumia@gmail.com Tél: 06 96 86 47 09

■ JF. Diplôme d'un DEUA, travaille dans le domaine de la comptabilité et des gestions financières. 6 mois au sein de Sonelgaz et plus de 2 dans un comptoir de peintures. Mail: Wafiafafo10@gmail.com Tél: 05 52 50 34 98

■ JF. Master en génie des procédés alimentaires. Mail: Messeaoudaameur@yahoo.fr Tél: 06 98 62 63 79

■ JF. Licenciée en sciences commerciales option finance, cherche emploi. Mail: amina.etud@hotmail.fr

■ JH. 29 ans, 3ème année universitaire génie de l'environnement céramique et verre, cherche poste de travail comme agent de saisie ou autre. Tél: 07 71 10 96 85

■ JF. 24 ans, master en génie pharmaceutique cherche un emploi dans les environs d'Alger. Mail: R_rekkab@hotmail.fr. Tél: 05 50 65 90 02

■ JH. Licencié en communication et information. rachid_bejaia@hotmail.com Tél: 05 55 45 46 33 Mail:

■ JH. 28 ans, diplôme d'ingénieur en HSE, cherche un emploi dans le domaine pétrolier, un an d'expérience. Houari_88@hotmail.fr. Tél: 06 62 52 48 22

■ JF. 25 ans ingénieur d'état en statistiques et économie appliquée, expérience professionnelle chargée du contrôle de cessions de 6 mois et stage, maitrise SAP, SPSS, EVIEWS et Excel stat. Mail: arimas19@hotmail.fr Tél: 05 60 86 43 99

■ JF. 23 ans, Master en monnaie finance et banque de l'École supérieure de commerce. Mail: Maya.ibkaoui@gmail.com Tél: 05 58 93 07 30

■ JH. 22, licence en journalisme (communication), cherche emploi. Mail: Haïcheur_djamel@hotmail.com Tél: 05 50 16 46 78

■ JH. 24 ans, licence en aéronautique cherche emploi. Mail: bouchinahamza@hotmail.fr Tél: 06 74 49 65 38

■ JH. 24 ans. Journaliste en Presse écrite, un an d'expérience dans un centre de journaliste. Tél: 05 51 46 94 43

■ JF. 25 ans, licence en biologie spécialité écologie végétale et environnement, cherche emploi dans le domaine. Mail: bradok90@yahoo.com Tél: 05 54 91 36 86

■ JH. Cherche emploi comme agent de sécurité, 6 ans d'expérience. Tél: 05 50 04 70 36

■ JF. 26 ans ayant un master en biologie option écologie. 2 ans d'expérience dans analyses médicales, cherche emploi. Mail: amina.malek87@outlook.com Tél: 05 52 69 78 64

■ JH. 35 ans, TS informatique et TS mécanique industrielle, 3 ans d'expérience comme chauffeur de camion. Mail: mercedes.amine@gmail.com Tél: 05 53 07 55 27

■ JH. 29 ans ingénieur en génie civil, cherche emploi. Mail: attal_abderrahim@hotmail.fr Tél: 05 59 05 03 10

■ JF. 23 ans, Master de l'école supérieure de commerce, cherche emploi. Mail: nesrine.bradai.92@gmail.com. Tél: 05 56 32 61 46

■ JF. 35 ans, licence en droit et Capa, 5 ans d'expérience, cherche un poste administratif. Mail: nouninoi@yahoo.fr

■ JF. Licence en science économique spécialisé en banque et finance. Première année "management". Deux bac scientifique (académique et UFC) cherche un travail dans une banque ou société. Mail: jojo-scott@live.fr Tél: 05 58 37 78 10

■ JH. 26, Master en travaux publics, une expérience de 2 ans comme ingénieur assistant chef de projet. Mail: Bilal4030@hotmail.com Tél: 05 50 33 82 69

■ JF. DES en chimie, 7ans d'expérience cherche un emploi. Mail: i.yamna@gmail.com Tél: 05 59 79 67 62

■ JH. Cherche emploi comme peintre ou agent de sécurité, expérience de 10 ans. Tél: 06 63 58 30 83

■ JH. Licence en information et communication spécialité audio-visuel, cherche un emploi comme journaliste ou quelque chose dans le domaine. Mail: Abdenoursaci@hotmail.com Tél: 05 59 56 16 47

■ JH. 31 ans, DUEA assurances et banques, cherche emploi dans les assurances. Mail: hchmfrl@gmail.com Tél: 05 53 86 19 11

■ JH. 22 ans, diplôme en intendance cherche un emploi. Tél: 05 52 43 37 03

■ J.H. 25 ans, ingénieur en génie mécanique, expérience une année, cherche travail sur le territoire national. Mail: didou004@gmail.com Tél: 05 55 75 20 10

■ JH. Ingénieur d'état en informatique, plus de 5 ans d'expérience, cherche emploi dans le domaine du développement de sites web. Tél: 07 79 03 12 37

■ J.F. Licence en sciences de gestion, expérience de 7 ans comme chef de service moyens généraux et 2 ans comme enseignante, habitant à Bordj El Kiffan. Tél: 06 96 93 75 08

■ J.H. Master en contrôle de gestion cherche un emploi dans le domaine des finances, comptabilité et contrôle de gestion. 6 mois de stage comme contrôleur de gestion junior (suivi du processus budgétaire). Mail: meziani.djamel501@gmail.com Tél: 07 96 47 59 27

■ JH. 44 ans, 9 ans d'expérience, cherche emploi comme architecte dans un bureau d'étude étatique ou étranger. Mail: salim.matallah@gmail.com Tél: 05 55 48 33 33

■ JH. 29 ans, ingénieur d'état en génie des procédés, option : génie de l'environnement, cherche emploi dans le domaine de l'environnement, le traitement des eaux, des déchets et de l'air ou dans une industrie. Mail: mina.bendj@gmail.com Tél: 07 91 19 80 84

■ J.F. 27 ans, ayant une licence en commerce à ESC option marketing. Mail: kardjana.amina@gmail.com Tél: 05 53 02 95 85

■ J.F. 30 ans ingénieur en électronique et ingénieur Télécom. Mail: timesonia29@gmail.com Tél: 07 93 02 35 00

■ J.H. 21 ans, CMP comptabilité, BT comptabilité informatique, représentant commercial et vendeur matériels. Mail: Wwalid_Allia@gmail.com Tél: 05 42 19 13 75

■ J.F. 25 ans, licence en droit cherche emploi dans le domaine aux environs d'Alger. Mail: Faiza202015@gmail.com. Tél: 06 74 52 37 63

■ J.F. Master 2 en biologie spécialité parasitologie, microbiologie et santé, 2 ans d'expérience. Deuxième formation comme Manager en qualité, hygiène, sécurité et environnement. Mail: soumeya.touri@gmail.com Tél: 07 97 27 46 96

■ J.F. 28 ans, master en génie des procédés, 3 ans d'expérience dans le domaine industriel, cherche emploi comme chimiste, contrôle de qualité ou ingénieur. Mail: boudelalzineb@yahoo.fr Tél: 05 51 15 67 87

■ J.H. 36, diplôme en psychologie (BAC+6), cherche emploi. Mail: psysmail@gmail.com Tél: 05 53 53 69 00

■ J.F, 25 ans. Ain-Taya. Ingénieur d'Affaires de l'Institut International des Sciences Commerciales et Management (INISCOM), Technicienne Supérieure en Gestion des Ressources Humaines (G.R .H) à l'Institut National Spécialisé de Formation Professionnelle de Bordj-El- Bahri. Dynamique, sérieuse, motivée, ayant le sens de responsabilité. Tél : 05 61 33 38 67

■ JH. HSE, superviseur, cherche emploi. Tabni.djamel@gmail.com Tél: 07 71 63 39 41

■ J.H. Infirmier diplôme d'état, cherche emploi dans une société national ou étrangère. Tél : 06 69 09 99 52

■ JF. 29 ans, ingénieur en informatique, expérience 4 ans, mail zanoubia22@hotmail.fr. Tél: 06 70 04 05 18

■ J.H. 28 ans. cherche emploi comme mécaniciens. Mail : hamza9004130@hotmail.fr. Tél : 05 53 56 13 97

■ J.H. 25 ans. Diplôme en droit. Cherche un poste administratif. Tél : 06 61 89 20 21

■ J.H. 28 ans. Licence en sciences économique option finance et banque, 3 ans d'expérience. Mail : farouk-slimani@outlook.com. Tél : 05 50 55 42 80

■ JF. 25 ans. Docteur vétérinaire ayant 02 ans d'expérience .Cherche un emploi dans le domaine aux environs d'Alger. Tél : 05 60 22 05 21

■ JF. 32 ans. Ingénieur en chimie 6 ans d'expérience dans un centre de recherche, cherche emploi dans le domaine aux environs d'Alger Mail : amel_indistie@yahoo.fr. Tél : 05 55 67 10 00

■ JH. 42 ans. Superviseur, cherche emploi dans le domaine. MaiI doriaschiraz@gmail.com Tél : 05 61 60 06 53

■ JH. 30 ans. Licence en science commerciale maîtrise l'outil informatique. Cherche emploi dans le domaine. Tél: 0550 07 43 60 Mail : fatah30@gmail.com

■ JH. 27 ans. Architecte diplômé de l'EPAU. Cherche un emploi dans le domaine. Mail : rivoumi@gmail.com Tél: 05 56 87 87 76

■ JH. 24 ans. TS en ressource humaine, 03 d'expérience. Cherche emploi dans le domaine. Mail: chettouh.nadjib@outlook.fr Tél: 05 55 32 38 00

■ JF. 26 ans. Master en management, coordinatrice import/export souhaite travailler comme logistique commercial à Alger ou environs. Tél : 05 52 44 85 46

■ JF. Technicien supérieur en techniques audiovisuelles. A la recherche d'un poste de travail comme technicien en image, son et montage vidéo. Mail: mehidi.sihem@outlook.com Tél : 07 98 41 53 51

■ JH. 31 ans. Ingénieur en informatique, cherche emploi dans le domaine. Mail : laddada.imad@gmail.com. Tél : 05 51 88 11 29

■ JH. Licence en sciences de gestion et TS marketing, cherche un emploi aux environs d'Alger Mail: mechrimoh@outlook.com Tél: 07 76 85 03 74

■ JH. 31 ans. Ingénieur en informatique, Cherche un emploi dans le domaine. Tél: 0551 88 11 29. Mail : laddada.imad@gmail.com

■ JF. Licenciée en anglais avec un an d'expérience comme enseignante. Cherche un emploi dans le domaine. Tél : 05 41 43 82 46 Mail : dali.a@hotmail.com

■ JF. Licencié en science de l'information et de la communication. Cherche un emploi dans le domaine ou comme assistante. Tél : 05 61 87 20 47 Mail : bou05ba@hotmail.com

■ JF. 23 ans, Docteur en pharmacie. Cherche un emploi dans le domaine de l'industrie pharmaceutique Tél : 05 54 75 33 02 , Mail : sarra.bouaddis@hotmail.fr

■ JF. 23 ans, Docteur en pharmacie. Cherche un emploi dans le domaine de l'industrie pharmaceutique au environs d'Alger, Tel : 07 74 25 16 41, Mail : berkanefarahyasmine@hotmail.com

■ JH. 25 ans, Docteur en pharmacie, ayant de l'expérience comme analyste et chef de projet aux ONG, Cherche un emploi dans le domaine. Tél : 05 59 16 03 63 , Mail : saifi.salim12@gmail.com

■ JF. 25 ans, licenciée en sociologie ayant deux ans d'expérience comme assistance commerciale. Cherche emploi dans le domaine. Tél : 07 93 94 41 37 - Mail : radiaikram51@gmail.com

■ JF. 29 ans, ingénieur en architecture, ayant 05 ans d'expérience, Cherche un emploi comme architecte. Tél : 05 50 13 32 86 - Mail: azibebi2008@gmail.com

■ JF. 27 ans. Master en génie des procèdes, avec 03 ans d'expérience dans le domaine de l'industriel, Cherche un emploi. Tél : 05 5 15 67 87 - Mail : boudelalzineb@yahoo.fr

■ JF. 27 ans, Master 2 en biologie, Manager en qualité hygiène, sécurité, et environnement avec 2 ans d'expérience, Cherche un emploi dans le domaine. Tél: 07 97 27 46 96 Mail: soumeya.touri@gmail.com

■ JH. 44 ans. Architecte 19 ans d'expérience, cherche u poste d'architecte dans un bureau d'étude étatique ou étrangère. Tél: 05 55 48 33 33 Mail: salim.matallah@gmail.com

■ JF. 29 ans. Ingénieur d'état en génie des procèdes, cherche emploi dans le domaine de l'environnement à Alger. Tél : 07 91 19 80 84 Mail: mina.bendj@gmail.com

■ JF. 27 ans. Licenciée en commerce option marketing, cherche emploi dans le domaine au environs d'Alger. Tél : 05 53 02 95 85 - Mail: kardjana.amina@gmail.com

■ JH. 30 ans. Ingénieur en électronique et télécommunication, cherche un emploi dans le domaine. Tél : 07 93 02 35 00 Mail: timesonia29@gmail.com

■ JH. 23 ans. Licence en Anglais, cherche un emploi dans le domaine au environs d'Alger. Tél: 05 61 49 69 93

■ JH. 21 ans. CMP comptabilité et représentant commercial, cherche emploi dans le domaine. Tél : 05 42 19 13 75 Mail: wwalid.allia@gmail.com

■ JF. 25 ans. Licence en comptabilité, 06 mois d'expérience dans le domaine, cherche un emploi comme comptable. Tél : 05 52 58 35 87

■ JF. 32 ans. Master en écologie et environnement, enseignant de français, souhaite travailler dans le domaine. Tél : 05 61 42 10 38 Mail : soumia_bendaoud@yahoo.fr

■ JF. Licenciée en sciences commerciale et financières, cherche un emploi dans le domaine au environs d'Alger. Tél : 07 7 02 52 41 - Mail : rezig.fatima1991@gmail.com

■ JF. 29 ans, TS en comptabilité et finance, ayant un an d'expérience comme assistante commerciale, cherche emploi dans le domaine. Tél: 05 52 74 60 45

■ JF. 28 ans, licenciée en droit, ayant 06 mois d'expérience comme juriste, cherche emploi dans le domaine. Tél: 05 60 72 79 63

■ JF. 27 ans, licence en journalisme, cherche emploi dans le domaine. Tél: 05 58 09 32 10 Mail: nassimti1987@gmail.com

■ J.H. 35 ans. Licence en sciences de gestion option management, DUEA en informatique de gestion. Expérience en gestion des stocks et logistiques, cherche emploi. Mail : lemou.rabah@yahoo.fr. Tél : 05 57 11 17 99

■ J.H. 24 ans. Licence en science commerciale et finance. 9 mois d'expérience. Mail : brahim.italia@live.fr. Tél : 05 57 42 26 10

BEJAIA

■ J.H. 34 ans. TS en travaux publics, diplôme obtenu à l'institut ITTPB d'Alger en 2004. Expérience de plus de 9 ans, à ce jour, plus de 5 ans au laboratoire des travaux publics et 4 ans à la direction des travaux publics de Béjaia (DTP). Tél: 05 52 16 99 84

■ J.H. 43 ans. DEUA en sécurité industrielle. Cherche travail dans le domaine de l'hygiène et la sécurité. smailhamis72@yahoo.fr Tél: 06 97 99 21 51

■ JH 30 ans. Ingénieur en génie mécanique 06 mois d'expérience dans le domaine. cherche un emploi dans la région de Bejaia. Mail: f.nait.1984@live.fr. Tél : 07 79 58 99 61

■ JH. 36 ans. Diplômé en psychologie avec bac + 6. Tél : 05 53 53 69 00

■ JF. 25 ans. Licenciée en droit, cherche emploi dans le domaine. Tél : 06 74 52 37 63

■ JF. 26 ans. Licenciée en science juridiques, cherche emploi dans le domaine. Tél: 076 61 54 38 29

■ JF. 28 ans. Ingénieur en économie pétrolier. Cherche un emploi dans la spécialité. Tél : 06 97 59 10 56

■ JF. 37 ans. Diplôme en droit et Capa. Expérience comme assistante juridique. Cherche emploi. Tél : 05 58 97 25 20. Mail : haddad_warda@yahoo.fr

■ J.H. 33 ans. Master en génie civil ayant une expérience comme conducteur de travaux dans une entreprise. Mail : sof.benz@yahoo.fr Tél: 05 40 32 91 20

■ JH. 24 ans. Technicien supérieur, conducteur de travaux bâtiment avec 3 ans d'expérience recherche poste comme conducteur de travaux. Mail : mergui.abdelhadi3@gmail.com Tél : 05 57 71 53 32

BLIDA

■ J.H. 25 ans. Licence en éducation physique et sportive. cherche emploi. Mail : hammoudadjamel@gmail.com. Tél : 07 79 55 85 89

■ JH. 27 ans . Master en informatique .Cherche un emploi dans le domaine aux environs de blida Mail : khebbab.h.e@gmail.com. Tél: 0560 41 20 87

■ J.F. 24 ans. Licence en littérature et civilisation anglaise (système classique). Traductrice commerciale dans une société privée d'import et export à Blida. ki_ka35@yahoo.com Tél : 07 76 53 36 69 & 07 79 47 72 09

■ JH., cherche une nouvelle opportunité de travail. Diplômé en gestion, longue expérience dans l'administration. b_b72@hotmail.com Tél : 07 78 46 27 60.

■ JH. 24 ans. Cherche emploi comme électricien auto ou chauffeur poids léger Meftah. Tél: 05 61 64 16 68

■ J.H. 29 ans. Cherche emploi comme chauffeur. Demandez Abdelkader au Tél: 05 50 36 00 18

BOUMERDES

■ JH. 28 ans, licence en droit TS GRH + capa avec 3 ans d'expérience. Mail: Blhameur@yahoo.com. Tél: 05 55 29 20 98

■ JH. Diplôme en droit cherche un poste comme juriste ou administrateur dans une société étatique, privée ou étrangère. Mail: amine.allili@outlook.com. Tél: 06 98 31 25 76

■ J.F. 28 ans. Habitant Corso. Diplôme de licence en droit de l'université de M'hamed Bouguera de Boumerdès, certificat d'aptitude à la profession d'avocat, DEA en psychologie. 06 mois d'expérience chez un office public notarial. Cherche emploi dans le domaine. Tél : 05 54 38 35 49 & 05 57 80 66 97

■ JH. 26 ans, licence en finances, cherche emploi dans le domaine au environs de Boumerdas Tél: 0774 47 73 24 . Mail walidtouati@live.fr

■ JF. 25 ans, licence en informatique, master en management des entreprises. Cherche un emploi dans le domaine, environs de Boumerdès Tél: 05 40 33 13 11

■ J.F. 31ans. Bordj- Menail. BAC+2 et un diplôme en informatique, travaille actuellement comme éducatrice dans une crèche, expérience de 2 ans comme enseignante au primaire, cherche poste de travail dans l'administration. Tél : 05 52 65 07 40

■ J.H. Diplômé de l'institut de génie mécanique (INGM) de Boumerdès, 6 ans d'expérience, cherche une nouvelle opportunité comme ingénieur. ingenieur.cm@hotmail.fr Tél : 07 74 43 91 61

BORDJ BOU ARRERIDJ

■ J.H. 25 ans. Informaticien, enseignant spécialisé dans la formation professionnelle, cherche un travail à temps partiel (30h/semaine) comme développeur des applications, site web, CMS à Bordj Bou Arreridj, Sétif ou Msila. haimed1989@gmail.com Tél : 06 65 09 30 66

■ J.H. 27 ans. Chef comptable, cherche emploi dans le domaine. chou-djamel@live.fr Tél : 05 51 22 02 24

BOUIRA

■ J'ai 31 ans, je cherche un travail stable comme assistant anglophone, traducteur ou professeur de la langue anglaise. Plusieurs années d'expérience. ameurchiheb@yahoo.fr Tél : 07 72 65 48 67

■ J.H. Chauffeur lourd. 30 ans. Cherche emploi. Tél : 07 75 00 15 20

CHLEF

Technicienne en informatique de gestion, je travaille depuis janvier 2011 dans un collège dans le cadre du pré-emploi jusqu'à ce jour, et j'ai travaillé de 2008 à 2009 dans un bureau d'expert-comptable. chahina02@hotmail.com Tél : 05 57 82 42 62.

CONSTANTINE

■ J.H. 25 ans cherche emploi comme superviseurs HSE. Mail: benelmouffokrafik@hotmail.fr. Tél: 05 61 78 45 81

DJELFA

■ J.F. technicienne supérieure en informatique sans expérience, cherche emploi. Tél : 05 58 69 08 66

■ JH, 26 ans, DEUA en management, j'ai travaillé dans une entreprise privé de montage et d'électrification comme magasinier et aide monteur à Djelfa. birebaa@gmail.com

BISKRA

■ H. 25 ans, DES (bac+5) télécommunication, 2 ans d'expérience comme informaticien, maîtrise très bien l'anglais, l'arabe et le français, cherche emploi comme ingénieur en télécommunication, superviseur. Tél: 07 72 14 03 05 Mail: merzouguikamel8@gmail.com

GHARDAÏA

■ J.H. 26 ans, Célibataire. Master en Science et Technologie, spécialité « Gestion d'infrastructure pour le Transport » de l'École Nationale Supérieure de Technologie (ENST) et licence en « logistique et transport ». Cadre administratif dans une société de transport depuis 2014 à ce jour. Tél: 07 77 86 25 15 chebihimohamed@gmail.com

JIJEL

■ J.H. 28 ans. Master en génie des procédés, option génie de l'environnement avec 2 ans d'expérience dans une société privée comme responsable de sécurité industrielle. Stage de 8 mois vendeur en pharmacie. Diplôme en HSE Dégagé du service militaire, bon niveau français. Tél : 06 70 18 87 67 & 07 76 09 63 49. Disponibilité immédiate, prêt à travailler partout en Algérie, public ou privé.

KHENCHELA

■ J.H. 42 ans. Ancien militaire, 10 ans d'expérience. Cherche emploi à Alger, Oran ou au Sud. Tél: 06 64 61 00 06

MASCARA

■ JH. 27 ans. Diplôme DEA en Gestion financier et comptabilité d'entreprise et fiscalité cherche emploi comme Cadre comptable et financier. Dégagé du service militaire. Je maîtrise les logiciels de Comptabilité et de paie, les nouvelles normes SCF et le nouveau système IAS/IFRS. Tél : 07 77 15 80 88

MEDEA

■ J.H. Cherche emploi comme agent de sécurité. Tél : 07 94 57 66 07

M'SILA

■ 42.Habite M'sila. Ingénieur en Gestion de la ville.1 an d'expérience. Cherche emploi dans une entreprise privée ou étatique. Tél: 06 68 23 68 42

MOSTAGANEM

■ Chauffeur poids léger à Mostaganem. 8 ans d'expérience, cherche emploi. Tél : 06 99 46 40 18

■ J.H. 27 ans. Longue expérience comme chauffeur poids leger cherche emploi. Tél: 06 99 46 40 18

OUARGLA

■ JH. 29 ans. Magister en statistique, expérience de 2 ans comme cadre financier. Maîtrise le français, l'anglais et Office. Mail: hakim.mouhoubi@gmail.com. Tél: 06 63 71 55 2

ORAN

■ J.F.27 ans. Diplômée en Biologie, à la recherche d'un emploi à Oran ou Ain Temouchent. 2 ans d'expérience dans un hôpital. Tél : 07 94 46 93 08

■ J.H.28 ans. Diplôme de cuisinier. Formation en HSE. Cherche emploi. Tél : 07 97 77 61 91

■ J.H. 41 ans. 14ans d'expérience, cherche travaille comme chauffeur de poids lourd. Tél: 07 71 07 04 32

RELIZANE

■ J.H, 32 ans. Menuisier cherche emploi dans le domaine. Tél : 05 50 68 02 10

Technicien vérificateur, 49ans. Cherche emploi. Tél : 05 58 47 79 16

SETIF

■ J.H.27 ans. Cherche emploi comme peintre. 3ans d'expérience. Tél : 05 59 58 46 82

■ T. Madani. 42 ans. Ingénieur d'état en Génie chimique option Raffinage pétrolier, Cherche emploi dans le domaine de l'énergie. Email : tercha.madani@yahoo.fr. Tél : 05 50 30 72 64.

SIDI BEL ABBES

■ J.F. Cherche emploi dans le domaine du Management. Diplôme licence en Commerce. Mob : 06 72 52 63 30 - Email : ayaros@hotmail.fr Boite postale n° 55

SKIKDA

■ J.H. 29 ans, ingénieur en électro mécanique, cherche emploi. Mail: Hossam-laouar@hotmail.fr. Tél: 07 74 90 45 90

■ J.F. Universitaire cherche emploi dans le domaine de psycho éducation. Tél : 06 96 97 35 82

TIARET

■ J.H. 38 ans. Diplôme en soudure avec expérience. Tél : 06 58 14 29 07

TIPAZA

■ JH. 30 ans, ingénieur électromécanique, diplôme de qualification ELT industrielle, stage pratique en énergie renouvelable. Mail: culture84@hotmail.fr Tél: 07 76 09 40 50 / 06 72 66 67 21

■ JH. 34 ans, licencié en commercial marketing, cherche emploi. Mail: Youcefdzdz2006@yahoo.fr Tél: 06 62 25 17 36

■ JF de 34 ans ayant une licence en droit et Capa, TS en environnement, attestation en informatique, ISOU 14001, HSE. Mail: souzilah@gmail.com Tél: 06 64 54 24 43

■ Retraité 66 ans Conducteur travaux génie civil, longue expérience dans le domaine. Koléa. Tél : 06 99 70 26 91

TIZI-OUZOU

■ H. Retraité de l'éducation. Ayant un diplôme BTS en mécanique, cherche emploi comme représentant ou autre. Tél : 07 73 62 70 28

■ J.F. 25 ans, célibataire. Master 2 Informatique, option: Conduite de projets informatiques de l'Université de Tizi-Ouzou. Sans expérience, cherche emploi. Contact clia_naitali@yahoo.fr. Tél: 05 52 76 26 21.

■ 24 ans, Master 2 en Automatique, obtenu de l'université de Tizi –Ouzou, cherche emploi dans le domaine. rabahtcf@hotmail.fr Tél : 07 96 91 98 51

TOUGGOURT

■ J.H. 33 ans, qualification en presse écrite et informatique, expérience comme agent de saisie, maison d'édition, chef d'agence véhicule, correspondant. Tél : 07 74 51 39 46 et 07 78 25 84 09

■ J.H. 37 ans. Habitant au Sud. Électricien automobile.20 d'expérience Tél : 07 78 83 97 66

DEMANDES **D'EMPLOI**

JOURNALISTE PRÉSENTATEUR

Master en sciences de l'information et de la communication, expérience dans le domaine audio-visuel, cherche un travail dans au sein de chaînes de télévision.

TÉL : 06 60 94 30 20

JOURNALISTE-ENSEIGNANT

JH. 27ans, master en journalisme, licence en traduction et diplôme en linguistiques. 6 ans d'expérience dans le domaine de communication et de l'enseignement de la langue anglaise.

Mail: abdennour.cheribet@gmail.com

TÉL: 07 70 25 66 68

EMPLOYÉ **POLYVALENT**

J.H. 29 ans, dynamique, sérieux, chauffeur et chargé de recouvrement dans une société pharmaceutique, cherche emploi dans une entreprise privée ou étatique.

TÉL: 05 49 81 90 13

MASTER EN GESTION **DES** RESSOURCES **HUMAINES**

JH. 27 ANS

Mail: moumouh_09@hotmail.com

TÉL: 05 59 76 56 37

MASTER EN GÉNIE CHIMIE

JH. 24 ans cherche emploi.

TÉL: 07 94 69 43 70

Mail: Yacinkn@gmail.com

CADRE **COMMERCIAL** **66 ANS** - RETRAITÉ

Longue expérience appels d'offres suivis recouvrements, marches publics, études et réalisations cantines scolaires grandes, cuisine, buanderies et froids. Assimilation rapide et apte aux déplacements.

TÉL : 07 71 87 94 55

UNIVERSITAIRE,

marié avec enfants plus de 8 ans d'expérience

COMME RESPONSABLE COMMERCIAL ET RECOUVREMENT.

haned.mahdi@gmail.com

TÉL: 05 59 45 69 62

Les petites annonces gratuites sont réservées aux demandeurs d'emploi et aux recruteurs. Nos services se réservent le droit de ne pas publier sans préavis toute annonce non conforme.